

MARIE-CLAUDE MAUREL, *TERRE ET PROPRIÉTÉ À L'EST DE L'EUROPE DEPUIS 1990 : FAISCEAU DE DROITS, RELATIONS DE POUVOIR*, BESANÇON, PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCHE-COMTÉ, 2021, 244 P., ISBN 978-2-84867-837-5

[Jean-Pierre Jessenne](#)

Belin | « [Revue d'histoire moderne & contemporaine](#) »

2022/1 n° 69-1 | pages 199 à 202

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410025736

DOI 10.3917/rhmc.691.0201

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2022-1-page-199.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Comptes rendus

ROGER CHARTIER,

*Éditer et traduire. Mobilité et matérialité
des textes (XVI^e-XVIII^e siècle),*

Paris, EHESS, Gallimard et Seuil, Hautes études,

2021, 298 p., ISBN 978-2-02-147389-6

Rassemblant les textes largement remaniés de ses cours au Collège de France (2012-2016) et de conférences à l'université de Pennsylvanie, Roger Chartier explore ici les formes et les dynamiques de la « mobilité des textes » entre XVI^e et XVIII^e siècles. Dans cet Ancien Régime typographique, la mobilité des textes était favorisée par un ensemble de facteurs : l'instabilité de l'attribution des œuvres (souvent publiées anonymement ou sous pseudonyme, avant que le régime auctorial ne s'impose dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle) ; les « variantes textuelles » produites par les corrections, copies, réécritures et censures des œuvres (p. 11) ; les modifications de la « matérialité du texte » à chaque nouvelle édition (format du livre, mise en page, ponctuation) ; enfin, les « migrations » des œuvres entre plusieurs genres et plusieurs langues (p. 13), dont l'exemple emblématique pourrait être les adaptations théâtrales de *Don Quichotte* dans l'Angleterre des XVII^e et XVIII^e siècles.

La mobilité des textes à l'époque moderne fait ainsi intervenir une pluralité d'acteurs (auteurs, copistes, traducteurs, éditeurs, imprimeurs, correcteurs, censeurs) et aboutit logiquement à la problématique de la traduction. Pour R. Chartier, celle-ci ne se limite pas « au passage des textes d'une langue à l'autre » mais englobe aussi les « mutations des “mêmes” œuvres, dans la “même” langue, lorsque changent les formes de leur publication et les modes de leur transmission » (p. 133). Cette idée sert de fil conducteur aux études de cas rassemblées dans *Éditer et traduire*, où l'on retrouve les terrains et les auteurs de prédilection de R. Chartier ces dernières années : l'Angleterre de Shakespeare et John Donne, l'Espagne de Cervantès et Gracián, la France de Molière. Le chapitre 2 (« Écrire l'autre. Traduction et intraduisible ») aborde une série d'enjeux historiographiques et méthodologiques afférents à la question de la traduction : la professionnalisation du « métier » de traducteur, la géographie littéraire, l'histoire connectée des textes saisie dans la double dynamique de la mondialisation linguistique et de la domination coloniale, enfin le problème de l'intraduisible. À cet égard, les difficultés posées par ce livre réputé intraduisible que fut l'*Oráculo Manual* de Baltasar Gracián (1647) font écho à celles rencontrées par les traducteurs du *Courtisan* de Castiglione à la Renaissance. Le chapitre 3 porte précisément sur la traduction des mots *sprezzatura* et *affettazione* en espagnol, anglais, français et latin au XVI^e siècle. On touche ici, selon l'expression de R. Chartier, à « la plus petite échelle des histoires connectées textuelles : celle du mot » (p. 85). Cette réflexion sur les échelles de la mobilité des textes est poursuivie au chapitre 4, resituée cette fois au niveau du fragment textuel. L'auteur étudie les variations de la dernière réplique de Sganarelle, témoin malheureux du châtiment de son maître, dans les différentes versions de *Dom Juan*. Dans la pièce de Molière représentée en 1665, Sganarelle se plaint de la perte de ses gages, réplique jugée irrévérencieuse par de nombreux contemporains ; l'impression parisienne de 1682 supprime ce détail sur ordre du lieutenant-général de police La Reynie, et agrmente le passage d'une morale d'inspiration chrétienne. Avant 1665, les « gages » du valet ne sont mentionnés ni dans les pièces espagnoles ni dans les pièces françaises inspirées du mythe de Don Juan,

mais ils apparaissent dans une pièce italienne, le *Convitato di Pietra*, créée à Florence vers 1632 et représentée à Paris dans les années 1660 par la troupe des Comédiens Italiens. Il y a tout lieu de penser que Molière connaissait cette version et qu'il s'en inspira pour écrire les derniers mots de son *Festin de Pierre*.

Dans l'économie générale de l'ouvrage, Shakespeare et l'Angleterre se taillent la part du lion, puisque quatre études leur sont consacrées. Au chapitre 5 (« Éditer Shakespeare. L'édition comme translation »), l'auteur montre que la consécration de Shakespeare comme « auteur » s'est faite en grande partie grâce aux « mises en livre de ses œuvres », suivant un parcours qui conduit des *pamphlets* de l'époque élisabéthaine à la publication du Premier Folio en 1623, puis aux multiples éditions des *Works* de Shakespeare au XVIII^e siècle. Un des libraires ayant participé à l'édition du Premier Folio, Edward Blount, est aussi l'éditeur de la première traduction anglaise de *Don Quichotte* (1612), réalisée par le catholique Thomas Shelton. Dès l'année suivante, la première partie du *Quichotte* fournit l'intrigue d'une pièce perdue de Fletcher et Shakespeare, *The History of Cardenio*, représentée à la cour de Jacques I^{er}. Ces deux œuvres inaugurent la « rencontre sans réciprocité entre Shakespeare et Cervantès », objet du sixième chapitre et d'un précédent ouvrage de R. Chartier (*Cardenio entre Cervantès et Shakespeare*, Paris 2011). Si Shakespeare connaissait assurément le nom et l'œuvre de Cervantès, la réciproque est probablement fautive, puisque les œuvres du Barde ne furent traduites et publiées en espagnol qu'à l'extrême fin du XVIII^e siècle. Cet exemple illustre l'inégalité de statut entre des langues « traduites » (surtout l'espagnol et l'italien) et des langues « de traduction » (anglais, allemand, français), même si la situation commence à évoluer au XVIII^e siècle. Au chapitre 7, R. Chartier analyse les traductions du célèbre monologue de Hamlet (« *To be, or not to be* ») dans la France des Lumières : à la traduction littérale et volontairement polémique de Voltaire (1733/1761) s'opposent celles de Pierre-Antoine de La Place (1746) et Pierre Le Tourneur (1776), qui prétendent tous deux rendre hommage au « génie » du dramaturge. Au-delà de ces « guerres entre traductions et traducteurs » (p. 238), R. Chartier souligne que, paradoxalement, personne n'entendit le monologue d'Hamlet en France au XVIII^e siècle, puisque la pièce de Shakespeare n'y fut jamais représentée dans une version conforme au texte original. Esquissant un pas de côté, le chapitre 8 s'intéresse au sens métaphorique de la « traduction » à l'époque moderne. L'image du « Dieu translateur », présente chez de nombreux auteurs protestants d'Angleterre et de Nouvelle-Angleterre au XVII^e siècle, « désigne la vie humaine comme une série d'éditions dont la dernière, après les trépas, est rendue parfaite par la “traduction” de l'auteur » (p. 241-242). Cette métaphore s'articule à deux croyances centrales des protestantismes (luthérien, calviniste, puritain) : le principe de la *Sola fide* attribuant à Dieu « un absolu pouvoir qui corrige les fautes de chaque âme pécheresse et l'accueille dans le Livre de l'éternel salut » (p. 254) ; la *Sola scriptura*, qui implique une familiarité quotidienne avec le livre imprimé et le texte biblique. Voilà qui explique, en creux, l'absence de la métaphore du « Dieu translateur » dans l'Europe catholique à la même époque.

Évoquons enfin le chapitre liminaire, qui occupe une place à part dans le livre. De l'aveu même de l'auteur, cet essai intitulé « Dire vrai. Rhétorique, fable, histoire » a été « dicté par l'urgence des temps » (p. 16), alors que « prolifèrent les *fake news*, les falsifications du passé et les croyances dans les théories les plus absurdes » (p. 17). S'inspirant des réflexions épistémologiques de M. Foucault, M. de Certeau, P. Ricœur et C. Ginzburg, R. Chartier défend sa conception personnelle de l'histoire face au

«relativisme sceptique». Après avoir souligné les parentés entre l'écriture historique et l'invention littéraire, il met en garde contre les «falsifications historiques» qui doivent être systématiquement «démasquées par le travail critique» (p. 45). Ce chapitre apparaît en décalage par rapport à la problématique générale du livre, à l'exception d'un passage dans lequel l'auteur analyse les traductions anciennes et modernes du mot grec *pisteis*, employé par Aristote pour désigner les «preuves» du discours rhétorique, distinguées des preuves historiques dans la suite du chapitre. Pour R. Chartier, la traduction est donc tout à la fois un objet de l'analyse historique et un outil heuristique permettant d'établir la scientificité de l'histoire.

François LAVIE
EA MéMo, Université Paris 8

ROELAND GOORTS,
War, State and Society in Liège. How a Small State of the Holy Roman Empire Survived the Nine Years' War (1688-1697),
Louvain, Leuven University Press, 2019, 417 p.,
ISBN 978-94-6270-131-1

Dans cet ouvrage, Roeland Goorts s'interroge sur la capacité d'un État européen de troisième rang à maintenir sa neutralité lors de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Alors que les travaux récents d'histoire militaire et diplomatique sur la région font défaut, le choix de Liège s'avère pertinent.

En effet, la principauté était membre du Saint-Empire et intégrée dans le Cercle de Westphalie. Ce statut, conjugué à une faiblesse militaire flagrante, n'empêchait pas les princes-évêques de revendiquer une semi-indépendance dans le contexte créé par les traités de 1648. Une situation stratégique incomparable dans la vallée de la Meuse permettait à Liège de compenser sa modestie démographique, de l'ordre de 150 à 200 000 sujets. La réponse à la question posée dans le sous-titre s'organise en neuf chapitres, de longueur très inégale. On peut regretter que le premier ne soit pas une véritable introduction. Bien que présente, la problématisation du sujet, engluée dans un propos trop général, manque de force et de netteté. L'auteur s'attache pourtant, tout au long de son développement, à aborder la totalité des aspects majeurs du sujet. De ce point de vue, les chapitres consacrés aux finances et aux forces armées liégeoises sont les plus copieux mais également les plus réussis. Ils apprendront beaucoup à ceux qui s'intéressent au thème de la construction des États à l'époque moderne. Le chapitre consacré à la politique extérieure se distingue par une mise en perspective bienvenue des choix effectués par les princes-évêques au moyen de comparaisons avec les cantons suisses ou les Provinces-Unies. Le propos parfois trop descriptif est heureusement contrebalancé par des conclusions partielles à la fin de chaque chapitre.

Les apports de l'ouvrage à notre connaissance de l'histoire de Liège et, plus largement, à celle de la neutralité, sont indéniables. R. Goorts renouvelle ainsi très utilement les travaux vieillissants de P. Harsin. L'auteur démontre que la guerre de la Ligue d'Augsbourg a représenté un tournant voire un cataclysme dans l'histoire de la diplomatie liégeoise. Le principe de «neutralité flexible et perméable» (p. 214), dont se targuaient la principauté depuis la déroute de Brustem en 1467, fut mis à bas. Liège proclamait ne pas avoir d'ennemis, laissant librement circuler les troupes étrangères sur son sol. Les élites locales, avides d'asseoir leur pouvoir sur le contrôle du domaine épiscopal, se déchiraient pourtant en factions pro-françaises et pro-impériales. L'absence d'esprit patriotique dans la principauté et l'intérêt bien

senti de ses puissants voisins garantissaient le respect de cette non-belligérance. Français comme Néerlandais n'avaient aucun intérêt à ce que les places fortes de Liège, Maastricht et Huy leur barrent l'entrée en territoire ennemi. La neutralité, en outre, préservait les exportations de cette riche région agricole et manufacturière. Toutefois, la détermination de Léopold I^{er} fit basculer Liège du côté des adversaires de Louis XIV en avril 1689. Le conflit fragilisa encore davantage un équilibre institutionnel précaire, opposant un prince-évêque adepte du renforcement militaire à un chapitre Saint-Lambert désireux de jouer la carte diplomatique. Jean-Louis d'Elderen, issu de la noblesse locale et dénué d'expérience internationale, se heurta frontalement à Jean-Ferdinand de Méan, farouchement antifrançais et doyen du chapitre de la cathédrale.

Alors que Liège s'efforçait depuis longtemps de ménager son puissant voisin français, R. Goorts montre à quel point l'entrée en guerre entraîna de douloureuses conséquences pour la principauté et ses habitants. Jusqu'à 25 000 soldats étrangers furent casernés. Les troupes de Louis XIV ruinèrent largement de riches campagnes comme Haspengouw et Condroz. Le conflit mit en lumière les difficultés de Liège à satisfaire à des besoins militaires importants, en dépit d'une pression fiscale en forte croissance. Le système de prélèvement de ressources par l'État liégeois ne connut aucun bouleversement majeur durant le conflit. Sans tradition militaire, la principauté ne fut jamais en capacité de déployer des forces supplémentaires. Les ressources diplomatiques demeurèrent la pierre de touche de la politique étrangère liégeoise, en lien avec le poids politique grandissant du chapitre de la cathédrale. Il fallut alors accepter l'aide des Provinces-Unies, sous la forme de troupes de garnison et de prêts. Lors du conflit suivant, le prince-évêque s'aligna sur la France et enterra ainsi définitivement le mythe de l'indépendance liégeoise. On peine toutefois à débusquer une réponse claire et définitive à la question posée au début de l'ouvrage. Ainsi, le propos conclusif balance entre le constat d'une grande dépendance au bon vouloir de puissants voisins, et la thèse d'une stratégie réussie des princes-évêques pour surmonter les épreuves de la période. La survie de la principauté à l'issue du conflit conserve donc une part de mystère. À s'en tenir à la lecture des pages de R. Goorts, la grande passivité de Liège durant le conflit fait cependant pencher la balance du côté de la mansuétude des puissances extérieures. La conclusion, purgée de détails inutiles, aurait donc mérité davantage d'idées nettes et établies.

Le développement souffre de répétitions, sans doute liées au choix d'un plan thématique. De façon générale, les différents chapitres sont mal articulés et le plan est décevant. L'auteur a choisi d'abolir la perspective chronologique, alors qu'il s'agissait de traiter un sujet étroitement guidé par les aléas de la conjoncture géopolitique. Les enchaînements historiques réapparaissent ponctuellement, mais leur absence confère une fausse linéarité à la gestion du conflit. Le siège de Liège en 1691, ou la perte de la forteresse de Huy trois ans plus tard, représentaient pourtant des événements militaires structurants. De façon générale, l'année 1694 marqua un vrai tournant. Joseph-Clément de Bavière, déjà titulaire du siège de Cologne, devint le nouveau prince-évêque de Liège à la mort de Jean-Louis d'Elderen. Ses sympathies francophiles bouleversèrent alors le positionnement diplomatique de la principauté. L'une des forces du travail de R. Goorts est de s'appuyer sur une bibliographie riche et des dépouillements en archives imposants. Ces derniers lui ont permis de pallier avec brio des lacunes apparemment irrémédiables comme la disparition des livres de compte de la ville de Liège pour la période 1684-1697. Ces éléments se retrouvent dans

des annexes copieuses, notamment sur les forces armées et les structures de défense de la principauté. Quatre images, vingt-six cartes, quatorze tableaux, et un nombre équivalent de graphiques, illustrent abondamment le propos. Les spécialistes de la « petite guerre » apprécieront les douze cartes inédites consacrées aux mouvements de troupes dans l'espace liégeois pendant le conflit. Le souci d'être le plus concret et le plus précis possible a également conduit l'auteur à élaborer un tableau des parités monétaires à Liège et dans les Pays-Bas du Sud entre 1646 et 1698. L'index est appréciable, bien que souffrant d'incohérences. Par la masse d'informations qu'il apporte, le livre rendra d'indéniables services aux spécialistes d'histoire militaire et diplomatique. Ses faiblesses rhétoriques n'obèrent pas son apport à l'histoire de la neutralité. Nous disposons ici, grâce au travail de R. Goorts, d'un éclairage essentiel sur l'histoire de l'espace mosan pris dans la tourmente des conflits entre la France, le Saint-Empire et les Provinces-Unies à la fin du XVII^e siècle.

Thierry ALLAIN
Université Paul-Valéry Montpellier III

TAWNY PAUL,
*The Poverty of Disaster. Debt and Insecurity
in Eighteenth-Century Britain,*
Cambridge, Cambridge University Press, 2019,
285 p., ISBN 978-1-108-49694-0

En Grande-Bretagne, au XVIII^e siècle, la transition vers le capitalisme s'est accompagnée d'une insécurité économique grandissante pour une partie de la société, situation qui s'est notamment traduite par la diffusion de l'emprisonnement pour

dette et la peur qu'il inspire. C'est cette histoire que retrace Tawny Paul, dans un ouvrage portant sur l'Angleterre et l'Écosse. Dans un univers où le couple crédit-dette est le fondement des échanges économiques, l'emprisonnement pour dette est une des institutions qui garantit le paiement des créances. Il s'accompagne de formes de déclassement pour les débiteurs emprisonnés, de plus en plus nombreux à partir du début du XVIII^e siècle en Grande-Bretagne. La multiplication des relations de dette constitue donc un risque d'autant plus fort qu'au XVIII^e siècle le crédit individuel est de moins en moins fondé sur les possessions immobilières ou mobilières, et de plus en plus sur la réputation. Sa fragilité peut se traduire par des difficultés à emprunter, donc à rembourser, et finalement par le danger de l'emprisonnement pour dette. Selon T. Paul, cette menace plane principalement sur un groupe social particulier, celui des *middling sorts*. Cette expression, difficilement traduisible ou transposable dans la société française d'Ancien Régime, désigne principalement les artisans et les marchands (en gros ou au détail), ceux qui produisent ou vendent des biens. La catégorie se définit *a contrario* par ce qu'elle n'est pas (p. 12) : classes populaires urbaines ou rurales d'un côté, *gentry* de l'autre (c'est-à-dire tant la notabilité que la petite noblesse, même si ce que recouvre le terme de *gentry* évolue au cours du XVIII^e siècle). Ces *middling sorts* ont donc un niveau de vie et des pratiques de consommation qui les distinguent des classes populaires, mais ce sont elles qui sont le plus affectées par la menace de l'emprisonnement pour dette – ainsi un quart des hommes appartenant aux *middling sorts* britanniques passeraient par la prison pour dette au cours de leur vie au XVIII^e siècle (p. 2). Le titre de l'ouvrage renvoie à une expression de Daniel Defoe pour qualifier l'insécurité économique propre à ce groupe social : la « pauvreté du désastre », c'est-à-dire cette menace constante de déclassement et d'entrée

dans la pauvreté en cas d'accident biographique, à la différence de la pauvreté des classes populaires, héritée.

L'ouvrage s'inscrit dans un champ historiographique particulièrement riche dans le monde anglophone, notamment marqué par le livre fondateur de C. Muldrew, *The Economy of Obligation* (Basingstoke 1998), largement cité, et balisé par de nombreux travaux, depuis un article séminal de Joanna Innes en 1980, jusqu'au récent *Credit and Debt in Eighteenth Century England* (Londres 2020) d'A. Wakelam.

Les deux premiers chapitres articulent les cadres de l'emprisonnement pour dette avec les structures du crédit. T. Paul part des cadres légaux pour expliquer pourquoi l'emprisonnement pour dette affecte majoritairement les *middling sorts* (86 % à Londres au XVIII^e siècle, autour de 65 % à Édimbourg, p. 50). En Angleterre, les dettes situées entre quarante shillings et cent livres entraînent une procédure d'*insolvency law* dans laquelle le créancier peut saisir plus aisément le corps que les biens, afin de se voir remboursé, la loi autorisant la détention pour dette avant même la tenue du procès (*mesne process*). Les prisonniers pour dette constituent alors la majeure partie de la population incarcérée, notamment car ils subissent les plus longues durées d'enfermement – 30 % pour plus d'un an. En Écosse au contraire, les dettes des débiteurs emprisonnés sont plus faibles (la moitié sont inférieures à deux livres), et les durées d'enfermement plus courtes (81 % des prisonniers pour dette sont libérés avant un mois). C'est que la procédure est moins coûteuse, et l'enfermement est donc pratiqué par les *middling sorts* pour récupérer des petites dettes. On retrouve donc dans les deux pays des profils proches, alors que les cadres légaux sont très différents entre Écosse et Angleterre. L'historienne essaie ensuite de relier ces données sur l'emprisonnement aux réseaux de crédits qui ont fait naître ces dettes, et à la nature de ces dernières. Les *middling sorts* se situent au milieu de la chaîne du crédit, entre deux clientèles qui paient mal : les classes populaires, et la noblesse. Lorsqu'ils ont besoin de rembourser leurs dettes, ils se heurtent donc souvent à la difficulté de recouvrer leurs propres créances. De sorte que l'emprisonnement pour dette résulte de l'illiquidité des actifs propres aux *middling sorts*, et non pas d'une insolvabilité structurelle. La majeure partie des actifs des prisonniers pour dette sont en effet constitués d'autres créances non transférables, et de très peu de bien meubles ou de stocks de marchandises. D'autres spécificités accroissent le risque. Ainsi les métiers de l'alimentation sont fragilisés par leur pratique commerciale : ayant une multiplicité de clients, chacun avec des petites dettes, le recouvrement de ces dernières peut s'avérer difficile et les mettre en danger. D'autant plus qu'ils font crédit sur un temps plus long que celui de leurs fournisseurs. Pris entre deux cycles de crédit aux temporalités différentes, ils sont donc affectés plus durement par l'emprisonnement pour dette.

Les chapitres 3, 6 et 7 interrogent les fonctions et les usages de la prison par les créanciers et les débiteurs, tout d'abord son utilisation comme un moyen de menace interpersonnel ou collectif (adressé à l'ensemble de ses débiteurs). La prison sert à récupérer une dette au moyen d'une coercition physique, mais tous les débiteurs n'y sont pas contraints, puisque les créanciers choisissent ceux qui ont le plus d'actifs mobilisables. Malgré cela, une large part des prisonniers pour dette sortent sans avoir payé, surtout à Londres (36 %). Ces chiffres conduisent l'autrice à évoquer l'idée d'une « stratégie émotionnelle » de la part des créanciers. Née de leur peur à l'idée de leur propre chute pour impayé, ainsi que de la colère à l'idée de ne pas avoir été remboursés – une faute morale, à leurs yeux – cette stratégie userait donc de la prison

autant comme une forme de vengeance que comme une menace à l'égard des autres débiteurs. Cette menace se concrétise notamment par les atteintes au corps, lors de l'arrestation ou de l'emprisonnement. À rebours des travaux consacrant le XVIII^e siècle comme une période où baisserait la violence interpersonnelle, T. Paul suggère que celle-ci a simplement été intégrée à la loi. L'emprisonnement pour dette est ainsi un moyen de sanctionner un écart à la norme économique. Mais ce type d'enfermement s'explique aussi par le fait que la dette est intrinsèquement liée au corps, et tenir ce dernier est aussi un moyen de lui donner de la valeur. C'est particulièrement le cas dans un marché économique plus vaste, le marché colonial. L'historienne remarque qu'en 1729, 7% des *indentured servants*, ces engagés qui finançaient leur voyage dans les colonies britanniques par un engagement domestique quasi-servile auprès d'un maître, avaient été emprisonnés pour dette (p. 230) et ont trouvé dans ce contrat un moyen de redonner une valeur économique à leur corps.

Enfin, deux chapitres élargissent la réflexion sur le thème de l'insécurité en se penchant sur la réputation et les identités professionnelles, deux thèmes centraux pour expliquer l'emprisonnement pour dette des *middling sorts*. Le chapitre 5 se penche ainsi, à partir de sources judiciaires de l'insulte publique à Édimbourg au XVIII^e siècle, sur les atteintes à la réputation et au crédit. Cette notion de crédit s'exprime dans les domaines économique, social et moral, et s'arrime donc aux identités individuelles. C'est à ce titre qu'elle est étudiée, car une bonne réputation est indispensable pour obtenir crédit ou emprunter. De manière assez attendue, les insultes publiques soulignent donc que le crédit s'appuie sur des facteurs tant économiques et moraux que sociaux, et qu'il se construit différemment en fonction du genre. Plus encore, c'est le ménage, en tant qu'il associe deux individus économiquement liés, qui articule crédit, genre et réputation. La précarité des positions professionnelles et les changements de profession qu'on retrouve au sein des *middling sorts* peuvent rendre plus compliquée la construction de soi. En se penchant sur trois journaux personnels (*diaries*), T. Paul souligne que le principal problème auquel font face les *middling sorts* réside dans la difficulté à conserver un même emploi, donc à maintenir une source constante de revenu, notamment avec l'âge – ce qui affecte particulièrement les hommes, censés être les garants économiques du foyer. Ainsi, l'insécurité économique des *middling sorts* se nourrit des conditions économiques propres à leurs professions, et affecte la construction de leurs identités et la valeur de leurs réputations.

Cet ouvrage très stimulant offre un riche panorama de cette forme d'emprisonnement lue sous l'angle de l'insécurité. La réflexion sur le pouvoir de contraindre remet ainsi au cœur de l'analyse du crédit et de la dette le corps comme un lieu traversé par des relations de pouvoir et d'obligation. Gage du créancier, il est touché par l'enfermement et affecté par cette violence légale. En élargissant l'emprisonnement pour dette à la notion plus globale d'insécurité, l'auteur rattache son travail aux grandes évolutions socio-économiques qui touchent la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle. Cela lui permet aussi de pointer les fragilités de certaines positions sociales, en soulignant les conditions économiques propices à l'emprisonnement pour dette – en cela, et à juste titre, T. Paul insiste sur l'importance d'un tel phénomène dans la construction du groupe social des *middling sorts*. Plus largement, elle renoue avec une certaine historiographie critique s'attachant à montrer les effets pervers d'une croissance qui n'est pas nécessairement synonyme de prospérité ou de bien-être individuel.

L'étude croisée de ces phénomènes permet d'élargir la focale, quand la plupart des études sur l'emprisonnement pour dette se sont arrêtées à un seul pays ou nation.

Ici, on peut néanmoins regretter le fait que les deux pays sont présentés comme relevant d'une seule logique. Pourtant les deux systèmes d'emprisonnement pour dette, on l'a vu, se distinguent. On peut donc penser que les modalités d'expression de l'insécurité face à l'emprisonnement sont différentes – notamment dans le rapport entre prison et déclassement. On peut aussi regretter l'absence de développement sur les statistiques offertes, et sur la fabrique de tels chiffres – ce qui s'explique sans doute par le fait que le travail est issu d'une thèse, réduite pour l'édition. Mais ces quelques frustrations, qui soulignent l'intérêt du travail et la volonté d'en savoir plus, ne ternissent pas les qualités de l'ouvrage. La finesse de l'analyse en fait un livre précieux pour l'étude de l'histoire économique et sociale autant que pour celle de la Grande-Bretagne à la période moderne. La résonance contemporaine de ses conclusions sur la croissance permettra enfin d'élargir sa lecture aux personnes intéressées par une étude historique sur une société du risque économique aux sources du capitalisme contemporain.

Simon CASTANIÉ

Centre Roland Mousnier, UMR 8596, Sorbonne Université-CNRS

ROMAIN MARCHAND,

Henri de La Tour (1555-1623).

Affirmation politique, service du roi et révolte,

Paris, Classiques Garnier, 2020, 589 p.,

ISBN 978-2-406-09863-8

Issu d'une thèse de doctorat, cette enquête biographique de Romain Marchand sur Henri de La Tour d'Auvergne relève le défi de le suivre dans la durée, des guerres de Religion à sa mort en 1623 avec comme principal enjeu de com-

prendre la construction de sa puissance politique au regard de la perception de ce processus par ses contemporains. Tout l'intérêt réside dans l'élévation sociale et les choix du personnage. Héritier de la vicomté de Turenne à la mort de son père en 1557 lors de la bataille de Saint-Quentin, il est éduqué auprès de son grand-père maternel, le connétable Anne de Montmorency. Inquiété par des rumeurs après la conjuration des Jours gras, il quitte la cour en 1574 pour gagner ses terres où il prend le parti de son oncle Montmorency-Damville, puis se rapproche d'Henri de Navarre. Puisqu'il porte à présent les armes pour le Navarrais devenu roi en 1589, il est récompensé de son engagement en 1591 par un mariage prometteur avec Charlotte de La Marck dont il reçoit le titre de prince de Sedan et duc de Bouillon. Élevé à la dignité de maréchal de France l'année suivante, il sert la Couronne jusqu'à sa mort en 1623 tout en défendant ses intérêts territoriaux et politiques à la frontière nord-est du royaume, tant côté français que sur ses terres autonomes de Sedan, suscitant contre lui nombre de critiques, notamment de Sully, Rohan ou Richelieu, sur son arrogance, ses ambitions, voir sa trahison. L'auteur a donc dû approcher Henri de La Tour en surmontant, tout en la comprenant, la légende noire écrite par ses adversaires à la fin de sa vie.

Les sources mobilisées sont variées. Elles comprennent un corpus de 1 694 lettres issues de sa correspondance active (21,1 % de lettres inédites) et passive (51,8 % de lettres inédites), auxquelles s'ajoutent d'autres correspondances nommant le personnage. Les Mémoires écrits par Henri de La Tour à son fils et publiés plus de quarante années après sa mort sont aussi mis à profit, tout comme les libelles rédigés à son encontre. Ce choix aurait pu porter à critique, en raison de leur écriture *a posteriori*, mais il est surmonté par les méthodes suivies par le Groupe de recherches

interdisciplinaires sur l'histoire littéraire prenant en compte les relations entre les textes et leurs auteurs, plus leur contexte d'écriture. Enfin, l'étude de sources locales complète la démarche pour suivre les actions et les pouvoirs du personnage en guerre. Il en ressort une trame biographique chronologique axée autour des trois tournants identifiés par l'auteur dans la vie du prince de Sedan : 1574, 1591 et 1606.

La première partie inscrit le futur maréchal dans son héritage familial issu des stratégies foncières et matrimoniales de la famille La Tour d'Auvergne au centre du royaume, tout en approchant son éducation aristocratique et politique au cours des premières guerres de Religion, aboutissant à sa participation au mouvement des Malcontents en 1574. La deuxième partie est bien plus centrée sur l'engagement militaire au service d'Henri de Navarre présenté comme le temps des choix et des ruptures. L'étude à la fois géographique, physique et politique de la guerre faite par Henri de La Tour est ô combien pertinente sur le vécu et la projection de soi d'un capitaine en charge d'opérations militaires au moment où les temps sont à la guerre inscrite dans la durée. Elle restitue adroitement ses actions et ses voyages sur le théâtre d'opérations qu'est l'ouest du royaume, principalement en Guyenne et Gascogne (S. Gal, *Lesdiguières*, Grenoble 2007). La troisième partie s'inscrit dans le contexte de l'affirmation progressive d'Henri IV : Henri de La Tour, devenu duc et maréchal de Bouillon, mène désormais la guerre autour de sa principauté de Sedan, sur la Meuse, aux portes de la Lorraine. Les ambitions du prince, désormais l'un des principaux chefs de file protestants, se maintiennent avec le soutien du roi malgré des revers contre le voisin lorrain et face à la contestation de son héritage à la suite de la mort de son épouse en 1594. R. Marchand interprète alors la soumission du duc au roi en 1606, dans la suite de la révolte du maréchal de Biron, comme circonstancielle. Elle serait portée par la conjonction des intérêts de Bouillon souhaitant défendre l'indépendance de sa souveraineté aux frontières du royaume et de ceux du roi qui en obtenant une preuve d'obéissance de son capitaine le borne à un statut de sujet après une épreuve de force, la marche de l'armée royale sur Sedan, qui n'en avait que le nom. La quatrième partie clôt le livre sur une période de prospérité : l'auteur présente le jeu politique et diplomatique d'un Grand du royaume et d'un prince souverain entre France, Espagne et Empire, mené depuis une principauté où rayonne désormais une académie. Cette position lui permet de jouer les médiateurs à l'intérieur du royaume pour éviter de nouveaux conflits qu'il a trop connus. Finalement, cette attitude d'entre-deux traverse l'ouvrage, de la prise de parti au sein des Malcontents en 1573-1574 à la tentative de conciliation du jeune roi Louis XIII et du duc de Rohan. Elle est liée à l'image de traître que lui a conservée la postérité et que ses adversaires ont alimentée après son départ de la cour à l'été 1617.

Ainsi, l'ouvrage de R. Marchand s'inscrit dans le prolongement des récents travaux biographiques menés sur les acteurs politiques et militaires des dernières guerres de Religion. S'il a le mérite de réviser l'engagement politique et militaire d'Henri de La Tour, il offre une étude des jeux de pouvoirs et des conflits disputés au sein du royaume de France ou sur ses marges, comme un écho au livre de S. Gal sur Lesdiguières dans les Alpes mais, ici, de la Guyenne aux rives de la Meuse.

Julien GUINAND

LARHRA (UMR 5190, Lyon 2-Lyon 3-ENS Lyon-Grenoble Alpes-CNRS)

PHILIPPE CASTEJÓN,

*Réformer l'empire espagnol au XVIII^e siècle.
Le système de gouvernement de José de Gálvez,
1765-1787,*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires
du Septentrion, 2020, 356 p.,
ISBN 978-2-7574-3084-2

Philippe Castejón ne recule pas devant les défis audacieux. Il s'attaque ici à un monument de l'historiographie impériale hispanique: les réformes dites «bourbonniennes» réalisées sous le règne de Charles III (1759-1788) à travers un homme, José de Gálvez, et son réseau. Depuis les études réalisées dans les

années 1970 (J. Calderón Quijano sur les vice-rois, H. Pietschman sur le système des intendances, M. Burkholder et D. Chandler sur la nomination des magistrats des tribunaux royaux), il n'y avait pas eu de travaux d'envergure sur le bon gouvernement des Indes occidentales au XVIII^e siècle. Quant à J. de Gálvez, à part la biographie pionnière mais ancienne de H. Priestley (Berkeley 1916), on ne connaissait que peu de choses sur ce personnage clé de l'administration de l'empire espagnol. L'ouvrage n'est pas une biographie. Il s'agit d'une anatomie dynamique des réseaux déployés par Gálvez pour concrétiser les projets régaliens de la monarchie catholique dans les Indes occidentales engagés après la guerre de Sept Ans. Le trauma généré par la défaite contre les Anglais et la perte de La Havane en 1762, verrou de la fameuse Route des Indes (*Carrera de Indias*), fut assurément un point de départ pour les réformes en terres américaines: militaires (arrivée des troupes régulières, créations de milices, fortifications), douanières et fiscales. Tiré d'une thèse doctorat, le texte est dense mais l'auteur est parvenu à trouver la bonne distance vis-à-vis des sources dont la restitution de masses écrasantes aurait pu nuire à la clarté du propos. L'ensemble – cinq copieux chapitres chrono-thématiques – est porté par une écriture cristalline et agrémenté de cartes et de tableaux dans une édition soignée au format bien pensé. La méthode combine une histoire sociale du politique et une analyse des réseaux d'amitiés, les liens de fidélité étant appréhendés comme une donnée anthropologique (don et contre-don, une notion déjà bien exploitée dans les travaux de B. Clavero et de M. Bertrand). P. Castejón démontre, d'une part, que l'empire n'est pas uniquement une architecture institutionnelle faite de juntes (*juntas*) et de conseils (la fameuse polysynodie) mais un ensemble de pratiques exercées par des hommes en chair et en os qui mobilisent des réseaux d'affidés: parents, protégés, clients, créatures. Il revient, d'autre part, sur l'image caricaturale du demiurge réformateur (on pense à Colbert dans la France de Louis XIV ou encore au marquis de Pombal pour le Portugal). Gálvez s'inscrit en réalité dans une continuité régaliste et juridictionnelle qui n'est pas proprement bourbonnienne, c'est-à-dire uniquement centralisatrice et autoritaire.

José de Gálvez n'appartient pas à la cohorte des diplômés (*letrados*) des prestigieuses universités castillanes. C'est un petit avocat issu de la petite noblesse désargentée de la région de Malaga. Il arrive à 21 ans à Madrid où il exerce une longue et besogneuse carrière d'avocat. En 1765, soit deux ans après la chute de La Havane, il rédige un mémoire de réformation et de bon gouvernement (*Discurso y reflexiones de un vasallo sobre la decadencia de Nuestras Indias Españolas*) qui fut sans doute un levier décisif pour obtenir la charge de visiteur général de la Nouvelle Espagne, un mandat accordé par le ministre Squilache qu'il appelle dans sa correspondance «mon vénéré protecteur». Gálvez quitte Madrid pour la Nouvelle-Espagne à l'âge de 40 ans, soit assez tard. Connu pour son dynamisme, son efficacité et sa soif réformatrice, il bénéficie alors d'une promotion très rapide. Dès son arrivée à Mexico, il met

fin au monopole commercial de Cadix dans la Caraïbe, procède à l'expulsion des Jésuites et met en place de nouvelles taxes (tabac). À son retour à Madrid en 1776, il est nommé secrétaire des Indes, poste qu'il occupe jusqu'en 1787. Il cumule alors les principaux offices de direction des Indes : gouverneur du Conseil, surintendant général des finances des Indes et secrétaire des dépêches des Indes. En 1785, à son apogée, il est incorporé à la haute noblesse ; il reçoit le titre de marquis de Sonora.

Le premier chapitre de l'ouvrage est consacré aux transformations du Conseil des Indes. Alors que jusqu'aux années 1770, la sphère des Indes est « acéphale » (le prédécesseur de Gálvez est faible), peu ou prou gouvernée par le Conseil de Castille, à partir de 1776, elle devient un gouvernement presque autonome, qui gagne en prérogatives et devient macrocéphale. Gálvez a la main sur les grandes décisions fiscales, militaires et judiciaires. Très proche du monarque, il participe pleinement à l'économie de la grâce, à ce pouvoir de nomination des principaux magistrats aux Indes (*corregidores*, *alcaldes mayores*, magistrats des tribunaux). Il place ses proches à des postes clés : son frère, Matias de Gálvez, devient capitaine général du Guatemala ; son neveu, Bernardo de Gálvez, gouverneur de Louisiane.

Dans le second chapitre, le réseau Gálvez est analysé à partir des nominations (listes d'intendants proposés), de son testament et de certains moments forts comme l'expulsion délicate des Jésuites. Trois cercles concentriques se forment autour de lui (la famille, les fidèles serviteurs de la parentèle et les créatures soit les clients). Les liens qui forment la trame du réseau ne reposent pas seulement sur le sang. La force du lien procède de plusieurs facteurs : la confiance, la continuité et la nature des échanges (services, informations, argent...). La distance n'est pas forcément un frein car elle est compensée par une correspondance nourrie grâce à un courrier relativement efficace. Le chapitre 3 est dédié à l'extension du réseau Gálvez à l'échelle impériale lorsqu'il devient secrétaire. Le chapitre 4 pénètre les arcanes de l'économie de la grâce via l'étude du *cursus honorum* des hauts fonctionnaires (auditeurs, capitaines, régents et vice-rois). On y découvre entre autres les différentes étapes franchies par les agents de la Monarchie. Pour les débuts de carrière, d'abord les petites juridictions comme Santo Domingo, Manille, Guatemala, Santa Fe Bogota, puis en fin de carrière les tribunaux prestigieux et bien rémunérés : Lima et Mexico. Dans le dernier chapitre, P. Castejón reprend pour les affiner les études faites par Burkholder et Chandler qui concluaient hâtivement à une européanisation des magistrats nommés dans les tribunaux royaux (au détriment des élites locales créoles). L'auteur montre avec nuance que la grille « péninsulaires contre créoles » n'est guère opérante car elle repose sur des bases de données et une prosopographie qui font fi d'autres aspects comme les difficultés posées par les vacances des postes, le temps consacré au décorum (à Mexico, la moitié des jours d'audience sont fériés!), la difficulté à trouver des candidats dans le respect du *cursus honorum*.

Sous le mandat de Gálvez, le nombre de magistrats des *Reales audiencias* augmente de 40 %, le personnel du secrétariat des Indes quadruple en dix ans, des chambres criminelles et de nouveaux tribunaux royaux sont créés aux quatre coins de l'empire (Buenos Aires devient une capitale vice-royale), les dépenses doublent voire triplent dans certaines *Audiencias*. Loin de voir dans la multiplication des offices de justice l'instrument grossier du népotisme caractéristique des administrations impériales, l'auteur y discerne un projet politique pensé à l'échelle de l'empire et mis en œuvre grâce au zèle de Gálvez pour rendre la justice moins encombrée, plus efficace et plus proche de ses sujets, bref pour restaurer le roi de Justice aux Indes. Gálvez ne fait

finalement que répondre aux défauts signalés de longue date par les autorités locales. Dans cette perspective, la prééminence accordée aux péninsulaires s'explique surtout par une volonté de limiter le clientélisme de magistrats trop bien insérés localement et évoluant dans des sphères qui pourraient déboucher sur des conflits d'intérêts. D'où le choix précautionneux de bons magistrats, bien formés, bien payés (les salaires augmentent) pour éviter les risques de clientélisme. Dans une monarchie très conservatrice, la réforme ne peut être une révolution; elle est de nature réactionnaire, une sorte de «retour à une pureté originelle» (p. 210).

Arnaud EXBALIN

Université Paris Nanterre, Mondes Américains-CEMCA

SYLVAIN MILBACH,

Lamennais, 1782-1854,

Paris et Rennes, Société d'histoire religieuse
de la France et Presses universitaires de Rennes,
2021, 444 p., ISBN 978-2-7535-8180-7

Massif, dense, précis et neuf, voici un ouvrage très important. D'abord parce que, sur son sujet, il s'agit, enfin, d'un travail d'historien. Jusqu'ici, Lamennais – comme Chateaubriand ou Renan, autres monstres sacrés du XIX^e siècle breton – avait été en quelque sorte abandonné aux littéraires, et on s'était accommodé à tort de ce cantonnement. Non que celui-ci fût stérile, bien au contraire: J.-R. Derré avait situé Lamennais dans le «mouvement des idées» de son époque, et L. Le Guillou avait réussi, en un temps record, à mener à bien la publication de sa volumineuse correspondance (9 volumes, 1971-1981, quelque 4400 lettres). Mais il manquait une véritable biographie qui prît en compte toutes les dimensions d'un personnage dont le traitement souffrait d'un double travers. D'une part, l'évolution spectaculaire de sa pensée religieuse et de ses positions politiques nourrissait un postulat de discontinuité entre le moment où il était apparu comme le champion du catholicisme et celui où, poussé dehors par la double condamnation pontificale exprimée dans *Mirari vos* (1832) et *Singulari nos* (1834), il avait rallié le camp des républicains anticléricaux. D'autre part, pour rendre raison de ce que ce retournement apparent avait d'incompréhensible, la tentation était de s'en remettre à la psychologie que l'on croyait pouvoir déceler dans ses lettres: Lamennais devenait insidieusement «Féli», dans un processus qui, observe l'auteur, tendait à «faire disparaître l'œuvre, à savoir sa signification historique, derrière l'homme» (p. 15). À quoi s'ajoutait le biais créé par la propension des études successives, depuis cent cinquante ans, à montrer «l'actualité» de Lamennais, ce qui était la meilleure manière de ne pas le comprendre.

Sylvain Milbach a choisi au contraire une approche résolument inactuelle, recentrée sur «la compréhension d'une œuvre qui réagit, tout au long de son élaboration, aux stimulations des événements et qui reste à ce titre, et en première analyse, un formidable témoignage sur l'histoire de son temps» (p. 39). L'ouvrage s'organise en trois parties. La première («Dans la fabrique d'une renommée, 1782-1823») s'intéresse à la formation de celui qui deviendra en 1817 le catholique intransigeant de *l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*. La deuxième («Le mennaisianisme, 1824-1834») se focalise sur le moment d'influence maximale du catholique libéral, au temps du *Mémorial catholique* (1824-1830) puis de *L'Avenir* (1830-1831), de la concentration de son réseau de disciples à sa dislocation progressive suite aux démêlés avec Rome. La troisième partie («L'exilé partout est seul, 1834-1854») étudie, bien plus qu'on ne l'a fait généralement, la trajectoire du républicain pas vraiment attendu par ceux

qu'il rejoint : « Sa qualité de prêtre, ses antécédents ultra-catholiques font de lui un perpétuel objet de défiance pour les hommes du parti auquel il a passé; [...] il est condamné à faire du républicanisme en amateur », écrit cruellement Marie d'Agoult (citée p. 266-267). Démocrate, mais pas socialiste, « il tourna en orbite autour de la gauche sans jamais y poser le pied », écrit joliment S. Milbach (p. 334). À ses derniers moments, début 1854, Lamennais fut protégé, par ses fidèles les plus proches, des tentatives pieuses de quelques-uns de ses anciens amis qui espéraient encore, en vain, le ramener dans le giron de l'Église *in extremis*. Il fut inhumé, selon sa volonté, dans la fosse commune du Père-Lachaise, « au milieu des pauvres et comme le sont les pauvres » (dernières volontés, citées p. 371).

Le moment fort, dans cet itinéraire singulier, c'est évidemment celui de *L'Avenir*. L'auteur montre bien que, d'un côté, à l'observer dans son contexte, ce n'est, si l'on veut, qu'une expression catholique des utopies communautaires typiques de l'époque : il y a un parallélisme à faire entre le mennaisianisme et le saint-simonisme, tous deux ayant exercé une influence considérable en comparaison de leurs effectifs modestes mais minés l'un et l'autre par des divisions internes et voués à la même dispersion. D'un autre côté, à la considérer rétrospectivement, la crise mennaisienne du début des années 1830 est une sorte de prototype des problèmes récurrents de la conscience catholique en modernité. « Dans ce drame, écrit S. Milbach, paraît se jouer une scène inaugurale, soit comme archétype de l'apostasie provoquée par la volonté d'aménagement entre la tradition de la foi et les principes de la société libérale, soit comme occasion manquée pour l'Église de se réconcilier avec la société moderne. C'est pourquoi son ombre a rôdé dans chaque phase d'acmé des tensions intra-catholiques » (p. 407).

L'auteur n'est certes pas le premier analyste attentif de l'œuvre de Lamennais, mais il est sans doute celui qui a porté le plus d'attention à sa réception par les contemporains. Cette dimension est d'autant plus importante que Lamennais excellait à saisir les interrogations de son époque, à les penser de manière systématique et à exposer le fruit de ses réflexions sur la scène intellectuelle. On voit à quel point il a été incompris bien qu'il ait tout fait, dans ses dernières années, pour s'expliquer. De la cause de Dieu à la cause du peuple, il y avait pour Lamennais une évolution logique qui, résume l'auteur, « n'impliquait aucun reniement : c'est le monde qui changeait et l'Église ne le voyait pas. Il maintenait donc son système philosophique où, pour faire simple, le peuple remplaçait l'Église comme force de l'histoire et comme promesse d'avenir : le sens commun avait détrôné le pape, voilà tout » (p. 254).

Titre sobrement, en évitant ces sous-titres parasites qu'ont affectionnés ceux qui ont cru pouvoir réduire ou annexer Lamennais à telle ou telle idée, écrit avec élégance et sans effets inutiles, ce livre est rigoureux jusque dans le détail de ses annexes : précieux index des noms, et surtout sources et bibliographie présentées, à l'intérieur de chacune de ses catégories, par ordre chronologique des documents ou des travaux, de manière à ce qu'apparaisse clairement le développement de l'historiographie – selon le principe dont Lucien Febvre s'était fait naguère le chantre, sans être souvent entendu. On ne voit pas de critique à faire à cette étude magistrale qui, au-delà de son apport spécifique, représente une véritable leçon de méthode biographique. Tout au plus fera-t-on une remarque de localier : l'auteur a choisi d'utiliser le mot « mennaisianisme » et non son concurrent, « ménaisisme », que l'abbé F. Duine préférerait au motif que « l'emploi des deux *n*, dans le mot "mennaisien" a l'inconvénient de porter les Parisiens et autres à faire sonner ces deux lettres, ce

qui est contraire à la véritable prononciation du nom de La Mennais, telle qu'elle se conserve dans le pays de Saint-Malo et dans la famille de l'écrivain» (*Essai de bibliographie de Félicité Robert de La Mennais*, Paris 1923, p. II). Mais ce n'est pas là, dirait Chateaubriand, «causer de choses sérieuses».

Yvon TRANVOUEZ

Centre de recherche bretonne et celtique (EA 4451)

CHRISTOPHE GRANGER,

Joseph Kabris, ou les possibilités d'une vie,

1780-1822,

Paris, Anamosa, 2020, 512 p., ISBN 978-2-38191-003-1

De Joseph Kabris on sait peu de choses, et le peu que l'on connaît suffit à rendre sa vie passionnante. Né sans doute en 1780, il est fait prisonnier par les Anglais en 1795, puis s'embarque

sur un baleinier et déserte en 1798, lors d'une escale aux Marquises, sur l'île de Nuku Hiva. Là, il s'intègre à la vie locale, s'impose comme un guerrier craint et respecté, se fait tatouer selon les usages des habitants, devient le tayo (ami rituel) d'un chef et épouse sa fille. Durant sept années, il vit parmi les habitants comme l'un d'entre eux, à en croire son propre témoignage mais aussi celui de deux autres Européens résidant sur l'île, le missionnaire William Crooke, et un autre déserteur, l'Anglais Edward Robarts, avec qui il entretient des relations exécrables.

En 1804, survient un coup de théâtre. La grande expédition russe dirigée par le capitaine balte Adam von Krusenstern fait halte à Nuku Hiva. Pendant douze jours, Kabris joue les intermédiaires, négocie entre les voyageurs et les habitants, démontre sa maîtrise des usages locaux. Mais, lorsque le *Nadedja* repart, Kabris reste à bord. Est-ce un accident, un piège, un coup de tête ? Il est impossible de le savoir. Le jeune homme, qui n'a pas encore 25 ans, ne reverra jamais cette île, ni sa femme ni ses enfants. Il n'est pourtant pas au bout de sa vie aventureuse. Débarqué au Kamchatka, il finit par rallier Moscou, où on le retrouve en 1806, accueilli par la bonne société russe qui se passionne pour les découvertes de Krusenstern, alors considéré comme le Cook russe. Présenté au tsar Alexandre I^{er}, il est nommé maître de natation à l'École de cadets de la marine de Cronstadt. Il se marie à nouveau et séjourne pendant dix ans à Saint-Petersbourg.

Pour la dernière étape de sa vie, il est de retour en France. Le voici en 1817 fêté par le Paris de la Restauration, reçu par Louis XVIII, protégé par le duc et la duchesse de Duras, suscitant la curiosité de tous. Cette célébrité éphémère lui vaut de se donner en spectacle, tous les jours, au Cabinet des illusions, un théâtre de curiosités à la mode, près du Palais-Royal. Le public s'enthousiasme pour les tatouages spectaculaires de ce «Français sauvage» qui reproduit les danses polynésiennes et déclame le récit d'aventures invraisemblables. Si Kabris fascine, c'est qu'il incarne à la fois la figure exotique du Sauvage, comme en témoigne son corps peint, et celle de l'Européen civilisateur, ayant obligé les insulaires à renoncer aux sacrifices humains et au cannibalisme. Mais les Parisiens, c'est bien connu, se lassent vite des nouveautés. Kabris subit alors une série de déclassements : d'abord relégué aux théâtres des boulevards, il doit ensuite s'engager dans des troupes itinérantes qui vont de foire en foire présenter des attractions un peu défraîchies. La fin est pathétique. Kabris vivote misérablement à Valenciennes, dans une baraque parmi d'autres, où l'on peut admirer ses tatouages pour quelques centimes. Il prend froid, tombe malade et meurt dans une relative indifférence. L'homme qui incarnait «le monde en personne», qui

a vécu comme un sauvage aux antipodes, qui a « excité la curiosité » d'un empereur et d'un roi, des publics russe et français, disparaît en laissant un maigre récit de sa vie, qui tient davantage du boniment forain que de l'autobiographie sincère. Cette vie, comment convient-il de l'écrire ?

L'enjeu n'est pas narratif. Si Christophe Granger ouvre son livre par la déchéance de Kabris, il ne joue pas à brouiller les pistes. Une fois passée l'introduction, il déroule la vie de Joseph Kabris étape par étape, depuis son arrivée à Nuku Hiva jusqu'à sa mort. Il ne cherche pas non plus à combler les vides, mais plutôt, selon son expression, à tracer une ligne de vie à partir de points séparés qui sont autant de scènes de vie. Le parti-pris méthodologique, en revanche, est radical, et l'auteur y revient à de nombreuses reprises : il s'agit d'écrire une « biographie sociologique », attentive aux déterminations sociales qui pèsent sur toute existence. C. Granger ne cherche pas à expliquer la singularité de la trajectoire de Kabris, encore moins à imaginer ce qu'il a vécu ou à comprendre ses décisions. Son parti pris est non seulement « holiste », au sens où les institutions sociales préexistent et organisent toute vie individuelle, jusqu'aux représentations qu'elle se donne d'elle-même, mais aussi foncièrement anti-culturaliste : peu importent les croyances, les représentations et les motivations, il s'agit de décrire des structures sociales, des habitus et des pratiques. Dans ses conditions, comment comprendre les ruptures successives, les tournants qui scandent la vie de Kabris ? La réponse, estime C. Granger, se trouve dans les processus de socialisation qui ont doté Kabris d'aptitudes et de propriétés qu'il réinvestit à chaque nouvelle étape et qui lui permettent de s'ajuster aux nouveaux mondes sociaux qu'il rencontre.

On devrait se réjouir d'un parti-pris aussi fermement exposé et aussi scrupuleusement tenu. Là où tant d'historiens cèdent aux facilités rhétoriques du cas exceptionnel ou à la tentation littéraire du jeu avec la fiction, ce choix d'inscrire une vie aussi atypique dans le cadre d'une analyse de sciences sociales peut sembler de bon aloi. Pourtant, l'écart paraît souvent trop grand entre la singularité extrême de la trajectoire étudiée et la généralité de propositions sociologiques que rien, dans la vie de Kabris, ne confirme ni n'infirme. Il manque en quelque sorte un niveau intermédiaire, entre le détail biographique et les propositions générales sur ce qui rend une vie possible : celui d'une réflexion proprement historique sur l'époque que Kabris a traversée, qui n'est plus tout à fait celle des premiers contacts dans le Pacifique, comme au temps de Bougainville et de Cook, mais qui n'est pas encore celle de la routine coloniale du XIX^e siècle. Autour de 1800, les baleiniers et les missionnaires arrivent, les insulaires commencent à se familiariser avec la présence des Européens, mais à Nuku Hiva, restée longtemps à l'écart des échanges, il paraît excessif de considérer que les rites d'interactions entre les Polynésiens et les Européens sont déjà institués. C'est réduire indûment la part d'instabilité qui permet justement une trajectoire comme celle de Kabris. De même, l'opposition entre publics cultivés et publics populaires ne suffit pas à rendre compte de la curiosité que suscite Kabris en Europe, mais aussi de son caractère éphémère. L'auteur en a d'ailleurs bien conscience et suggère un décalage entre le personnage public de Kabris, qui incarne le franchissement répété de la frontière entre civilisation et sauvagerie, et l'état du débat savant, où il s'agit au contraire de tracer plus fermement cette frontière. Approfondir cette intuition aurait impliqué de prendre au sérieux l'histoire des savoirs et leur articulation à l'histoire de la curiosité.

En dépit de cette réserve, on doit saluer le travail de C. Granger. L'enquête est magistrale, l'auteur maîtrise une vaste bibliographie secondaire, et l'ouvrage, il faut le

signaler, est magnifiquement édité, grâce à une abondante iconographie et une mise en page audacieuse qui est la signature des éditions Anamosa. C'est le paradoxe de ce livre généreux, qui déborde heureusement la règle de méthode un peu rigide que l'auteur s'est donnée et offre ainsi au lecteur un matériau précieux pour méditer sur le destin peu commun de Joseph Kabris.

Antoine LULTI
EHESS

MYRIAM TSIKOUNAS,
Le Monde de Mathilde.

Femme savante et criminelle,

Chêne-Bourg, Georg éditeur, 2021, 287 p.,
ISBN 978-2-8257-1240-5

La photo d'une jeune femme élégante assise sur le banc d'un jardin, le visage recouvert d'un point jaune compose la couverture du livre. Ce contraste entre un lieu et une posture paisibles, et cet effacement du visage intrigue tout autant que le sous-titre de l'ouvrage *Femme*

savante et criminelle. Qu'est donc ce *Monde de Mathilde*? Celui de Mathilde Frigard, une femme de 34 ans, ancienne négociante en soierie, mariée et mère de deux enfants, accusée d'avoir assassiné le 8 mai 1867 dans la forêt de Fontainebleau son associée et amante, Sidonie Mertens dont elle s'était fait la proxénète. Ce livre aurait pu s'intituler «L'Affaire Frigard» comme le titre de la fiction télévisuelle diffusée en juin 1966 dans le cadre de la série *En votre âme et conscience* qui racontait le procès de cette criminelle.

Dans la première partie du livre, Myriam Tsikounas, professeure émérite d'histoire, spécialiste d'histoire par l'image et d'histoire des représentations, relate avec force détails et précisions l'instruction puis le procès de Mathilde Frigard. L'ensemble s'appuie sur un dépouillement méthodique du substantiel dossier de procédure déposé aux archives départementales de Seine-et-Marne, sur les archives de police et sur bien d'autres documents : comptes rendus d'audience parus dans la presse, articles d'investigation, etc. Le procès fit grand bruit et se termina par une très lourde condamnation aux travaux forcés à perpétuité de l'accusée malgré la défense d'un brillant avocat Charles Alexandre Lachaud qui nia la culpabilité de sa cliente dont il connaissait pourtant bien peu de choses.

M. Tsikounas s'attache alors dans une deuxième partie du livre à découvrir «les Mondes» de cette femme. Mathilde Frigard a passé son enfance et son adolescence à Sainte-Colombe et d'Emanville, deux villages de l'Eure où elle a fréquenté l'école communale, elle a donc été instruite comme une fille de la petite bourgeoisie rurale. Son père Alexandre Lebouis, d'abord officier de santé, est en effet devenu médecin mais il n'a jamais réussi à acquérir une clientèle et s'entend mal avec sa fille qu'il marie en 1852 à l'un de ses cousins. Mathilde a alors 20 ans, lui 42. Le couple vit à Caen et l'ambition sociale de la jeune femme est grande, elle pousse son mari à acheter une filature de soie mais celle-ci périclité jusqu'à sa faillite prononcée en 1865. Pour tenter de pallier les difficultés financières et ses dépenses excessives, Mathilde Frigard pratique divers commerces, elle ouvre même un salon spirite en novembre 1863, la vogue de cette nouvelle religion est alors très grande et elle a acquis des connaissances en matière de magnétisme. À la mort de son père en 1853, elle a hérité de ses ouvrages et découvert (ou redécouvert) cette pratique et l'un de ses effets spectaculaires, le somnambulisme magnétique (appelé aussi hypnose) dont elle apprend à faire usage. Elle sait endormir par des passes magnétiques et s'en servira en particulier pour séduire Sidonie Mertens mais aussi pour tenter de trouver un trésor enfoui dans un château en hypnotisant Léonie Leboulanger, censée, dans cet état modifié de conscience, *voir* les lieux de cet enfouissement. Cette vie désordonnée montre

une femme active, traversée par des contradictions et poussée par une grande ambition, celle de sortir de son milieu et de maîtriser sa vie dans une société patriarcale. Lors de son procès, il lui a d'ailleurs été reproché d'être « une femme virile », un « maître de maison », un « homme de la famille » et bien sûr d'avoir assassiné sa compagne, sans que jamais le mot d'homosexualité ne soit prononcé.

Condamnée, une dernière partie du livre raconte le long enfermement de Mathilde Frigard après son procès. Elle est incarcérée à l'abbaye Dauberive transformée en prison où elle va séjourner pendant dix-sept ans. M. Tsikounas décrit la vie quotidienne des détenues dans tous leurs détails : costume, nourriture, emploi de temps, punitions, relations entre détenues et surveillants, rôle des directeurs, etc. Mathilde Frigard partage ces conditions de vie jusqu'en 1884 puis qu'à cette date, l'abbaye, changeant de statut et devant héberger des délinquants, les détenues sont transférées dans d'autres prisons (ou libérées). Pendant ces longues années d'incarcération, la prisonnière avait obtenu à la fois une commutation de sa peine puis une alternative à la prison en obtenant une place dans l'hospice de Puylaurens. Elle s'y rendra et en disparaîtra quelque temps plus tard, cette fois sans laisser de trace.

Dans cet ouvrage, M. Tsikounas nous donne donc bien à voir *les mondes de Mathilde*, de la ruralité profonde à la prison en passant par les tentations de la vie urbaine et elle nous découvre toute la complexité d'un procès aux assises jugeant une criminelle car Mathilde Frigard a bien assassiné Sidonie Mertens. Mais en quoi est-elle *savante*? Le sous-titre de « savante et criminelle » est emprunté à l'article de J. Carroy et N. Richard paru dans *Les Femmes dans les sciences de l'homme* (Paris 2005) où les autrices mettent en lumière des savoirs et des pratiques parallèles à la science officielle, ici le magnétisme et l'archéologie que Mathilde Frigard pratique. Cette femme serait ainsi immergée à la fois « dans une culture au sein de laquelle elle se vit et se présente comme actrice et femme de volonté mais aussi comme sujet passif et comme victime » (*ibidem*, p. 310). L'interprétation est intéressante tant pour la personnalité de Mathilde Frigard que pour le sens particulier du qualificatif *savante*. M. Tsikounas connaît bien sûr cet article (et le cite) mais le portrait de Mathilde Frigard qui se dessine à la lecture du livre est plus tranché, il est celui d'une femme forte et déterminée, une « scientifique » même (p. 258), « une figure tragique d'émancipation » (p. 260) qui « mettrait au jour les dysfonctionnements de la société française des années 1860, de la fête impériale et de son mirage d'enrichissement possible par tous les moyens » (p. 258).

Nicole EDELMAN
Université Paris Nanterre

PIERRE-MARIE DELPU,

L'Affaire Poerio, la fabrique d'un martyr révolutionnaire européen (1850-1860),

Paris, CNRS éditions, 2021, 263 p.,

ISBN 978-2-271-13313-7

Si une « affaire Poerio » a marqué l'Europe des années 1850, c'est à travers l'indignation publique qu'y ont soulevée la condamnation et la détention de Carlo Poerio (1803-1867), figure de l'opposition libérale à la monarchie autocratique des Deux-Siciles et membre du bref gouvernement constitutionnel formé après les mouvements de 1848. Rappelons brièvement le contexte : le roi Ferdinand II, après avoir restauré son autorité, ordonna une répression féroce destinée à frapper les acteurs de la révolution, par le biais d'une vague d'arrestations suivie de nombreux procès qui se conclurent généralement par de lourdes peines de séquestre et d'emprisonnement. S'il n'était pas le seul prisonnier politique à souffrir dans les geôles des Bourbons de Naples,

Poerio en vint rapidement à concentrer l'attention des secteurs d'opinion qui, hors du royaume méridional, s'indignaient du triste sort des « patriotes » napolitains. Une forte sollicitude médiatique lui conféra même une éphémère célébrité internationale, principalement en Grande-Bretagne où – signe de sa popularité – son effigie de cire fit son entrée en 1859, au moment de sa libération, dans l'exposition permanente du musée Tussauds de Londres (pour en être retirée quatre ans plus, faute de véritable intérêt du public).

Pierre-Marie Delpu, qui a consacré sa thèse à l'étude du monde libéral dans le Royaume des Deux-Siciles, ne s'attarde pas dans cet ouvrage sur le parcours et la personnalité de Poerio, ni même sur son procès ou les péripéties de sa réclusion, mais plutôt sur la fabrique de sa figure d'homme public d'envergure européenne, et sur la médiatisation internationale dont celle-ci fut le fruit. Pour cela, l'historien s'appuie essentiellement sur l'analyse d'un corpus de journaux ayant paru principalement en Grande-Bretagne et dans ses colonies, mais aussi en Espagne, en France, aux États-Unis, au Piémont et en Belgique. L'approche conduit donc à faire de la presse non seulement le principal témoin de l'émergence d'une notoriété internationale, mais aussi un support et un outil décisifs de la construction, de la diffusion et de la traduction de cette popularité en mobilisations de soutien, dans des pays où les prodromes d'une « révolution médiatique » commençaient à irriguer l'espace public d'une information transnationale et d'une nouvelle sensibilité aux affaires dépassant l'horizon local ou national. Dans le même esprit, les écrits personnels de proches de Poerio sont exploités par l'auteur pour tirer des renseignements sur les mécanismes de circulation des informations liées à l'intimité du prisonnier.

Dans les quatre premiers chapitres, l'auteur s'emploie à dégager les principales étapes de la médiatisation de l'affaire, en commençant par la publication en 1851, sous la plume de l'homme d'État britannique William Gladstone, d'un pamphlet contre la politique répressive du roi de Naples. L'énorme retentissement de ce brûlot « lança » la renommée de Poerio, auquel celui-ci accordait une place de choix, en donnant le *la* à une vaste mobilisation médiatique en 1851 et 1852. Après un essoufflement certain, l'intérêt pour le sort des prisonniers politiques napolitains connut un regain en 1856, principalement en Grande-Bretagne et en France, à la faveur des querelles diplomatiques liées à la guerre de Crimée et au congrès de Paris. À partir de 1858, ce sont les débats autour de l'amnistie puis la déportation de Poerio et de ses compagnons qui servirent d'aliments à la mobilisation internationale de la presse et des soutiens du prisonnier. Ce parcours chronologique est utile pour saisir avec finesse le contexte de la médiatisation, mais n'est pas exempt de redondances qui en alourdissent un peu la lecture. L'auteur ne perd cependant jamais de vue le cadre problématique posé dans l'introduction, et consacre ses trois derniers chapitres à une double entrée thématique qui le conduit à aborder la fabrique du héros-martyr par le biais d'une étude de sa matérialité (le corps souffrant, les reliques) puis de sa dimension polémique et instrumentale à l'aune des luttes politiques du moment.

La construction de la figure publique de Poerio s'inscrit dans une nouvelle vision de la célébrité héritée des Lumières et de l'âge romantique, de plus en plus internationalisée au fil du XIX^e siècle, et en mesure de fournir des outils de mobilisation à des mouvements politiques divers. Dépeint comme une sorte d'« équivalent modéré » – aussi bien en référence à sa place dans l'échiquier politique qu'en termes de stature et de popularité – de héros démocrates tels que le Hongrois Lajos Kossuth ou son compatriote Giuseppe Garibaldi, Poerio prit brièvement place au sein d'une

«galaxie hétéroclite d'hommes publics [...] dont la littérature et la presse de l'époque ont amplifié la popularité» au nom desquels les mouvements réformateurs européens ont investi les circuits de communication politique après l'échec des révolutions de 1848, dans leur lutte contre les régimes contre-révolutionnaires. Sa figure publique relève plus particulièrement d'une construction émotionnelle à travers une mise en scène doloriste des souffrances et des humiliations infligées au prisonnier, propre à susciter l'indignation, et en faisant appel aux ressources rhétoriques et symboliques d'une version sécularisée du martyr dont les expressions sont légion dans la culture politique du moment. Sa résonance internationale peut s'expliquer principalement par l'écho de la question italienne et les sympathies croissantes des libéraux européens à l'égard du *Risorgimento*, mais aussi à la lumière d'une «question carcérale» liée au sort des prisonniers politiques dans l'Europe des années 1850, qui aurait mérité peut-être un plus long développement car elle conférerait à la figure de Poerio une portée polémique dépassant la critique des seuls Bourbons de Naples (y compris, comme le rappelle l'auteur, à l'encontre de la France de Napoléon III ou du pouvoir impérial britannique).

L'enquête de P.-M. Delpu met précisément en lumière les acteurs de la mobilisation médiatique dont Poerio a fait l'objet. Elle souligne notamment le rôle des exilés méridionaux qui servirent d'intermédiaires auprès des figures du monde politique et journalistique étranger susceptible de soutenir la cause libérale et nationaliste italienne, à l'exemple d'Antonio Panizzi, bibliothécaire au *British Museum* depuis les années 1830, ou du démocrate Giacomo Lacaita, réfugié à Londres après avoir été amnistié en 1850, qui ont sensibilisé Gladstone au sort des prisonniers politiques napolitains avant son séjour à Naples à l'hiver 1850 puis ont relayé auprès de ce dernier et d'autres personnalités influentes les informations et les documents concernant la situation des détenus. Dans ce tableau, la construction médiatique de l'affaire Poerio se développe surtout au sein d'une «diplomatie des peuples» portée par les réseaux transnationaux d'acteurs civils, parallèlement à une diplomatie plus traditionnelle, dont les ressorts sont parfois un peu occultés. Ainsi, la campagne pamphlétaire qui se déploie outre-Manche dans les années 1851 et 1852 pourrait également être expliquée dans le cadre plus large de l'antagonisme croissant entre la projection impériale du Royaume-Uni en Méditerranée et les velléités protectionnistes du règne de Ferdinand II, surtout depuis la crise des souffres siciliens qui avait failli dégénérer en conflit en 1840 (laquelle permet de restituer le double sens du qualificatif de «majesté sulfureuse» affublé au roi de Naples par *The Gloucester Journal* en octobre 1851, cité p. 74).

Malgré sa courte durée, la célébrité que Carlo Poerio a gagnée en Europe à travers le scandale suscité par sa détention offre une porte d'entrée féconde pour présenter le rôle des émotions humanitaires et des médias modernes dans les mobilisations transnationales qui ont transformé la vie politique européenne à partir du milieu du XIX^e siècle. P.-M. Delpu en livre une démonstration efficace et somme toute agréable à lire.

Simon SARLIN

Université Paris Nanterre – CNRS, Institut des Sciences sociales du Politique

MARIE BARRAL-BARON, PHILIPPE JOUTARD (ÉD.),

Lucien Febvre face à l'Histoire

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019,
420 p., ISBN 978-2-7535-7819-7

Destin paradoxal que celui de Lucien Febvre: co-fondateur en 1929 des *Annales* (alors «d'histoire économique et sociale»), revue considérée encore aujourd'hui comme la vitrine de l'«école historique française», élu professeur au

Collège de France en 1932 et premier président de la VI^e section de l'EPHE en 1947, l'historien est «toujours cité» mais «peu lu, peu suivi», écrivait D. Crouzet en 2003, il est même «ignoré par une certaine recherche historique qui se prétend pourtant la plus pointue», ajoute Marie Barral-Baron dans l'introduction de *Lucien Febvre face à l'histoire*. Cette postérité équivoque – qui a souffert des attaques peu informées visant un Febvre antisémite ou collaborateur – est d'autant plus remarquable qu'elle contraste avec l'admiration que la profession historique voue à Marc Bloch.

Le désengouement pour Febvre est fort heureusement relatif, puisqu'on observe depuis plusieurs décennies un renouveau des études à son sujet qui s'accompagne d'une série de parutions posthumes – dont la dernière en date est la publication, en 2014, de ses cours sur Michelet. C'est dans cette dynamique que s'inscrit la parution de cet ouvrage collectif, qui réunit une grande partie des historiens et des historiennes ayant participé à cette vague de travaux. Comme le rappelle Philippe Joutard dans sa postface, l'ouvrage est issu d'un colloque organisé en 2017 à l'université de Franche-Comté, à l'occasion du changement de nom du laboratoire de recherche historique, devenu Centre Lucien Febvre. Si les différentes contributions ne manquent pas de rappeler l'attachement de l'historien à la ville de Besançon et à la Franche-Comté, l'ouvrage va bien au-delà. Tant par les études qu'il rassemble que par les outils qu'il offre (bibliographie, archives inédites, présentation du fonds Lucien Febvre), l'ouvrage constitue, une quinzaine d'années après la parution du *Lucien Febvre, lecteur et critique* de B. Müller, un jalon important dans le développement des études sur l'historien.

Commençons par la dernière des quatre parties, intitulée «Vivre l'histoire», puisqu'elle permet de souligner l'un des principaux apports du livre, à savoir l'esquisse d'un portrait de Lucien Febvre en ses archives. Elle rend compte en effet de la richesse des documents laissés par l'historien, en particulier à travers l'édition et l'analyse de trois ensembles de correspondances. Les deux premiers, édités avec beaucoup de soin par J. Lecuir, sont constitués d'une soixantaine de lettres envoyées principalement entre 1906 et 1909 par «la bande du Père Ubu [Lucien Febvre]», un petit groupe d'intellectuels, qui se lie d'amitié en khâgne et à l'ENS à l'époque des succès d'Alfred Jarry et qui compte dans ses rangs «quatre professeurs au Collège de France, trois professeurs d'Université, un professeur de classes supérieures au lycée Thiers à Marseille, un journaliste devenu diplomate et inspecteur général de l'Instruction publique» (J. Lecuir). On comprend bien l'intérêt qu'il y a, du point de vue de l'histoire intellectuelle, à se pencher sur ce groupe; d'autant que les liens noués par Febvre avec Henri Wallon, Jules Sion, Henri Daudin, Augustin Renaudet ou Jules Bloch sont durables, et qu'ils apparaissent comme l'un des premiers vecteurs de l'interdisciplinarité de Febvre, bien avant son élection à Strasbourg. Le troisième dossier de correspondance, édité et analysé par D. Crouzet, est un ensemble de lettres de Febvre à Henri Hauser, en particulier durant sa mobilisation au cours de la Première Guerre mondiale. Cette quatrième partie se clôt par une contribution

de B. Mazon – que complète une note de Y. Potin – sur l’histoire mouvementée du fonds d’archives Lucien Febvre, et sur les promesses qu’il contient à la veille de la mise en ligne de son inventaire détaillé.

La correspondance, autant que les transcriptions présentées par Y. Potin de deux textes que Febvre consacre à Michelet, donnent un aperçu de la verve de l’historien. Ces archives commandent surtout l’impératif d’inscrire Lucien Febvre dans son temps pour se donner la possibilité de comprendre son œuvre, dans toute sa diversité. Sans offrir une biographie de l’historien, plusieurs contributions documentent sa trajectoire biographique : la jeunesse militante (J. Lecuir), l’expérience traumatique de la Première Guerre mondiale (D. Crouzet), l’aventure (et les mésaventures) de l’*Encyclopédie française* marquée par la « crise de civilisation » qu’observe Febvre dans l’entre-deux-guerres (B. Müller). La dernière décennie de Febvre, entre la fin de la guerre et sa disparition en 1956, marquée par le succès de la revue lancée avec Marc Bloch en 1929, et qui voit son influence sur la discipline historique s’étendre considérablement, est sans doute la moins documentée par le livre. Les différentes contributions, notamment celles de la deuxième partie (M. Barral-Baron sur Febvre et Érasme, P. Gruson sur Febvre et Luther, Y. Potin sur Febvre et Michelet), témoignent du poids des expériences personnelles de Febvre et de son attention aux secousses du présent sur le regard qu’il porte vers le passé. Dans l’article de 1954 paru dans *Combat* et reproduit dans l’ouvrage, Febvre loue d’ailleurs en Michelet l’historien-thaumaturge capable de rendre pleinement intelligible la société passée à ses contemporains : un « relativisme qui ne surprendra point ceux qui, avec moi, pensent qu’organiser le passé en fonction du présent, c’est précisément la fonction sociale de l’historien ».

C’est tout le sens des « combats pour l’histoire » de Lucien Febvre. Comme le rappelle J.-F. Chanet, le combat épistémologique de Febvre qui a jusque-là principalement retenu l’attention des historiens – les « débats sur la méthode, la théorie, les fins mêmes de l’histoire » écrit Febvre en 1938 – s’accompagne toujours « d’un enjeu éducatif, donc didactique et pédagogique, qui lui-même ne se dissocie pas d’un objectif politique et civique ». Si les deux premières contributions du volume (J.-F. Chanet et K. Raum) rendent compte de l’investissement de Lucien Febvre dans la question de l’enseignement – jusque dans ses aspects les plus pratiques, comme en témoigne la transcription d’une conférence donnée par Febvre en 1920 sur l’organisation de l’enseignement de l’histoire à la faculté de Strasbourg –, c’est pour souligner l’unité du « double combat pédagogique et scientifique » de l’historien. Febvre et Bloch, qui se donnaient avec les *Annales* comme objectif principal de réorganiser le travail au sein de la discipline historique, pensent indissociablement la transformation des pratiques de recherche et des pratiques d’enseignement. Cette intrication entre les enjeux scientifique, pédagogique et civique se reflète à la fois dans les engagements institutionnels de Febvre (*Encyclopédie française*, Commission Langevin-Wallon, Unesco, CNRS, Comité d’histoire de la Seconde Guerre mondiale...) et dans sa production intellectuelle multiforme : ses cours, ses très nombreux comptes rendus, ses articles et bien sûr ses livres.

La lecture de l’ouvrage confirme la nécessité, pour comprendre ses travaux, de dissocier Lucien Febvre de la figure de Marc Bloch, et plus largement de dépasser une historiographie en termes d’« école des *Annales* ». Le détour par l’étranger que propose la troisième partie, consacrée à la réception de Febvre, est à ce titre précieux : les études sur les espaces anglo-saxon (M. Greengrass), italien (S.H.

De Franceschi) et allemand (C. Wenzel) rendent compte de la réception ambivalente de Febvre hors de l'espace francophone. S'ils ont pu favoriser l'ouverture de nouveaux champs d'étude, la plupart des écrits de Febvre – et notamment ses ouvrages – ont souffert d'une réception décalée, largement posthume : M. Greengrass souligne qu'à la parution en anglais en 1979 du *Problème de l'incroyance*, plus de cinquante ans après sa publication en français, « le livre sembla incongru » parce qu'en dissonance avec l'historiographie contemporaine. Si certains historiens (notamment en Italie) se font l'écho des travaux de Febvre dans l'entre-deux-guerres, « la réputation de Febvre et la reconnaissance de l'importance de son travail crurent en même temps que celle des *Annales* », c'est-à-dire après la guerre, et même assez largement après la mort de Febvre. Or, au cours de ce processus, et des appropriations nationales du « paradigme des *Annales* », « la voix individuelle de Febvre fut oubliée [...] ou rendue indistincte, amalgamée à celles de Bloch, Braudel et les autres » (M. Greengrass). En ce sens, le succès de « l'école des *Annales* » apparaît bien comme l'une des raisons de la postérité ambiguë de Febvre. Seules la mise à distance du récit historiographique de « l'école des *Annales* » et la plongée dans les archives laissées par l'historien – dont le présent ouvrage révèle la richesse – peuvent permettre de comprendre la place de celui-ci dans l'histoire (intellectuelle et sociale) de la discipline, à la fois par la singularité de ses positions épistémologiques, la portée de ses travaux historiques et le poids de ses engagements institutionnels.

Vincent HEIMENDINGER
IDHES – ENS Paris Saclay

FREDRIK LOGEVALL,

JFK: Coming of Age in the American Century,
1917-1956,
New York, Random House, 2020, 792 p.,
ISBN 978-0-8129-9713-2

Soixante ans après l'élection de John F. Kennedy (JFK), Fredrik Logevall revisite en deux volumes la biographie d'un président qui a fait l'objet de milliers de publications. Ainsi, celle de R. Dallek (2003), *An Unfinished Life. John F.*

Kennedy, 1957-1963, avait principalement abordé les problèmes de santé et la politique du trente-cinquième président étatsunien. Spécialiste de la guerre de Vietnam, F. Logevall souhaite replacer la trajectoire de Kennedy et de sa famille dans l'histoire étatsunienne et mondiale de la première moitié du ^{xx}e siècle.

Ce premier volume se concentre sur la formation et l'ascension politique de JFK, né en 1917 à Boston, pendant la Première Guerre mondiale, et dans une importante famille irlandaise catholique. Il s'achève lorsque John F. Kennedy est une étoile montante du Parti démocrate et projette de se présenter aux présidentielles de 1960. En se concentrant sur la place de JFK au sein du clan Kennedy, sa trajectoire universitaire inégale, ses innombrables problèmes de santé, sa participation à la Seconde Guerre mondiale, ses précoces succès politiques, F. Logevall exploite de nouvelles archives familiales, la correspondance privée, les documents des amis et des établissements scolaires de JFK. L'originalité de son approche est de montrer que John F. Kennedy s'intéresse à la politique, la démocratie et aux relations internationales dès sa jeunesse.

Les rivalités familiales forment l'ossature de ce premier volume. Les projecteurs se sont concentrés sur les trois frères Kennedy : Jack, Bobby et Ted. Néanmoins, le livre détaille les débuts des quatre aînés, Joe Jr. (1915-1944), l'aîné des neuf enfants et héritier présomptif, décédé peu après le décollage de son bombardier ; Jack et ses

innombrables maladies ; Rosemary (1918-2005), née avec des difficultés d'apprentissage et mise à l'écart de la famille après une désastreuse lobotomie ; Kathleen, ou « Kick » (1920-1948), très proche de JFK et décédée dans le crash de son avion.

L'auteur consacre de nombreux passages au père de famille dominant, Joe P. Kennedy Sr., à la fois formidable et effroyable. Ce banquier, puis courtier à Hollywood, est multimillionnaire dans les années 1930, ambassadeur des États-Unis à Londres (1938-1940). Très proche de ses enfants, il souhaite que ses fils entrent en politique. Mais Joe Sr. est aussi un coureur de jupons froid, un communicant paranoïaque et implacable, un homme qui réduit les relations sociales à des transactions financières.

À travers JFK, F. Logevall écrit également une histoire de la Seconde Guerre mondiale, qui occupe la moitié du livre : le conflit a fait de JFK ce qu'il était. Il a été l'assistant de son père à Londres, le témoin de la marche des Nazis vers la guerre, de l'échec de Neville Chamberlain. Il se trouve dans la galerie de Westminster pour écouter les discours de son héros, Winston Churchill.

Joe Sr. était un allié de Charles Lindbergh, un des partisans étatsuniens du fascisme. Il pensait que les États-Unis ne devraient pas payer pour la sécurité d'autres pays. Les travaux de JFK, étudiant à Harvard, témoignent de son indépendance vis-à-vis de son père et de son frère : dès 1939-1940, il est interventionniste tandis que ses proches sont isolationnistes, appouvent la politique de l'apaisement. JFK a compris que le monde est beaucoup plus complexe. Son analyse de l'apaisement, *Why England Slept*, est devenue un best-seller des deux côtés de l'Atlantique. Il a sauvé son équipage après un naufrage dans le Pacifique Sud. Cet acte héroïque a poussé son frère aîné à accepter une mission suicide. Joe Jr. souhaitait aussi laver l'honneur de son père, surnommé « Yellow » Joe (Joe le couard), car il fuyait les bombardements de Londres à la campagne. Quand JFK rentre de guerre, il est convaincu que les États-Unis auront à jouer un rôle de premier plan dans le monde et se montre sceptique quant aux recours à la force militaire.

De ce fait, JFK est plus difficile à saisir que son entourage. Son courage va de pair avec son insensibilité face aux autres. À l'instar de son père, il considère les femmes comme des objets à conquérir, trompe Jackie. Certaines convictions politiques de JFK sont difficiles à définir. John F. Kennedy faisait infatigablement campagne. Toutefois, il avait besoin de l'argent et des contacts de son père pour gagner un siège au Congrès en 1946 et au Sénat en 1952. Il a aussi reçu l'aide de son frère Bobby, qui dirige la campagne sénatoriale à 26 ans et fait le sale boulot.

Au début des années 1950, la relation avec Joseph McCarthy témoigne du caractère ambigu, insaisissable de JFK. Son père et son frère Bobby appréciaient beaucoup le sénateur républicain, tout comme son électorat irlandais-américain et catholique. JFK n'appréciait pas les affirmations infondées et les manières de McCarthy. En 1954, lorsqu'un vote au Sénat condamne l'êlu du Wisconsin, JFK se remet d'une opération sérieuse et ne donne pas de consignes de vote. Il est le seul démocrate à ne pas avoir voté.

Les connexions de son père à Hollywood ont accéléré sa trajectoire. Il est un des premiers hommes politiques à comprendre que l'image compte, que la télévision peut faire une énorme différence. La relation de JFK avec la télévision est comparable à celle de Franklin D. Roosevelt avec la radio.

Même si nous connaissons déjà la fin de l'histoire, l'auteur nous permet d'explorer la période de formation, les débuts politiques de JFK. F. Logevall donne de la « chair » à son personnage : son livre se lit parfois plus comme un roman qu'une biographie

en raison des extraits de correspondances et de la reconstitution de dialogues. Il est aussi parfaitement minuté, avec l'Amérique de 1929 dans le marasme, son monde politique polarisé. La sortie du livre en septembre 2020, en pleine campagne présidentielle a donné lieu à des comparaisons entre l'administration Kennedy et celle de Donald J. Trump sur le plan des relations bipartisanes, de l'importance donnée au service public et à un projet collectif.

Élodie GIRAUDIER
Harvard University

ALAIN BERGOUNIOUX, MATHIEU FULLA (ÉD.),
Michel Rocard Premier ministre.
La deuxième gauche et le pouvoir (1988-1991),
Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 370 p.,
ISBN 978-2-7246-2560-8

Quelque temps après la disparition de Michel Rocard en 2016, un colloque s'est tenu en mai 2018, où une vingtaine de chercheurs et de chercheuses (peu nombreuses toutefois) se sont penchés sur l'épisode, bref (triennal :

10 mai 1988-15 mai 1991) mais dense, du passage de celui-ci à Matignon. Les actes qui résultent de cette rencontre se répartissent en dix-neuf chapitres, inégaux quant à leur ampleur, à leur précision et à leur caractère novateur, comme il n'est guère évitable dans ce genre d'ouvrage collectif.

Un premier risque bien connu menaçait les auteurs, évoqué d'entrée de jeu, celui de « l'illusion biographique », consistant à reconstruire *a posteriori* une cohérence par ailleurs peu évidente dans la réalité des faits du moment. La menace était d'autant plus lourde dans le cas précis que deux éléments historiographiques pesaient sur la rencontre. D'abord, on le sait, Michel Rocard lui-même n'a cessé de parsemer les cinq décennies de sa trajectoire politique de la publication d'ouvrages ou de recueils rétrospectifs et sélectifs de textes antérieurs, reconstruisant en permanence sa propre histoire. Ensuite, comme dans d'autres domaines des sciences sociales – qu'il s'agisse de l'histoire du féminisme, de celle de certaines avant-gardes culturelles ou scientifiques, de celle des extrêmes gauches ou de l'écologie politique – ce sont souvent des témoins-acteurs de cette histoire qui en ont été les premiers rédacteurs et dont les questionnements occupent durablement l'espace de la recherche, et cela d'autant plus aisément lorsque les archives ne sont pas ouvertes. Sur le sujet, l'opposition Mitterrand-Rocard a souvent dominé la scène. Dans le cas des rocardiens, plusieurs ont publié des ouvrages sur la question jusqu'à la fin des années 2010, et certains figurent dans le livre.

Toutefois, les coordinateurs de l'ouvrage, lucides sur la question, évoquent à juste raison une circonstance favorable qui a permis de contourner, au moins partiellement, la difficulté : le fait que M. Rocard ait confié précocement la gestion de ses archives de Matignon – à la différence, bien soulignée, de celles de F. Mitterrand à l'Élysée – aux Archives nationales, documents que la plupart des contributeurs ont pu consulter. Cela offre effectivement la possibilité pour plusieurs contributions d'aborder certains sujets à nouveaux frais, à la lumière de sources inexplorées jusque-là. Les bénéfices de l'accès aux archives sont toutefois relativisés dans l'introduction par le fait que J.-P. Huchon, alors directeur du cabinet, se félicite dès 1993 « non sans une certaine candeur », d'avoir opéré un « tri sélectif » des papiers, comme ses prédécesseurs immédiats (p. 14-15). Par ailleurs, les directeurs de la publication indiquent d'emblée que, à la différence des témoignages laudatifs sur le passage,

encore plus bref (juin 1954-février 1955) de Pierre Mendès France à Matignon, la plupart des témoins-acteurs, de manière peu étonnante chez les mitterrands mais plus insolite chez ceux de la mouvance rocardienne, dépeignent l'image d'un Rocard Premier ministre « insuffisamment audacieux » (p. 9). On ne peut ici, on s'en doute, aborder tous les aspects de ce riche ensemble. Tentons toutefois d'en signaler des points saillants. Après une première partie consacrée aux antécédents politiques et idéologiques, lointains et immédiats, de l'arrivée à Matignon, une deuxième (« Agir sous surveillance ») donne utilement la mesure du jeu de contraintes pesant sur l'espace politique dont dispose le Premier ministre. On pourrait les résumer sous la forme d'un triangle défavorable.

Tout d'abord, la quasi cohabitation Rocard-Mitterrand – avec la menace permanente et suspendue de la disgrâce – qui prend un tour de plus en plus conflictuel après le désastreux congrès de Rennes (mars 1990), où le courant mitterrandien éclate. On trouve confirmation du fait que les postes-clés ministériels sont occupés par des mitterrands, qui n'acceptent pas d'empiètement du chef du Gouvernement (particulièrement P. Bérégoov à Bercy et R. Dumas au Quai d'Orsay, L. Jospin rue de Grenelle, sans compter J. Lang à la Culture). Cependant, l'insistance lancinante avec laquelle M. Rocard a décrit *a posteriori* les bâtons dans les roues placés par l'Élysée n'a-t-elle pas pesé sur certaines des analyses présentées ici, qui en surestiment la charge ? Ne serait-ce que parce que M. Rocard dispose d'un espace qui n'est pas nul, en ce qu'il peut jouer des contradictions au sein des mitterrands, comme le manifeste le rôle de P. Mauroy à la tête du PS.

Deuxième contrainte, la présence d'une majorité parlementaire relative qui oblige à rechercher des compromis à l'Assemblée. Troisième limitation, enfin, la contrainte que Rocard s'impose à lui-même par une stratégie orientée vers l'élection présidentielle de 1995 et qui le conduit à suivre, non sans tension, deux finalités malaisément compatibles : durer le plus longtemps possible à son poste en accumulant un capital de popularité à travers des « réformes » utiles, tout en se montrant déférent à l'égard du président de la République (qu'il n'a d'ailleurs jamais affronté dans des primaires pour les élections de 1981 et 1988) et du contenu de sa *Lettre aux Français*. Plusieurs des contributions auraient peut-être pu davantage insister sur les contradictions précises pesant de ce fait sur l'issue de certaines politiques publiques.

Cela conduit, sources à l'appui, à définir dans l'espace laissé libre par le jeu des contraintes, l'étroite marge de manœuvre du Premier ministre et de ses collaborateurs dans une troisième partie, consacrée à la « méthode Rocard » à l'œuvre dans cinq politiques publiques qui, de fait, vont laisser des traces durables : le règlement (provisoire, mais tangible) du conflit colonial en Nouvelle-Calédonie à travers un accord entre le FLNKS et les représentants caldoches ; puis l'élaboration et les débuts de mise en œuvre du Renouveau du service public (RSP) par l'introduction, partielle, graduelle mais influente de certaines des méthodes de *management* des firmes privées dans les services publics et par la réorganisation de la fonction publique territoriale ; ensuite, la mise en place de nouvelles bases de la politique sociale à travers l'invention du RMI (revenu minimum d'insertion) et de la CSG qui, comme c'est signalé, aurait mérité une étude à part entière ; enfin, la réforme durable du financement des partis politiques, qui toutefois ne solde pas le passé. Moins réussie et présentée comme telle, la politique de compromis et de contractualisation avec les syndicats, face à la montée de conflits sociaux plus ou moins radicaux, et cela malgré (ou à cause du) le soutien relatif de la CFDT, touchée de surcroît par la scission de SUD.

Une quatrième partie (« Les limites de la méthodes ») aborde trois des domaines où les marges de manœuvre disparaissent ou ne laissent que quelques « interstices », où glisser quelques initiatives périphériques. C'est le cas de la politique économique, largement monopolisée, on l'a dit, par P. Bérégovoy à Bercy. M. Rocard ne peut qu'accompagner les grandes décisions qu'il approuve dans leur principe et qui, dans la lignée des mesures prises depuis 1982-1983, conduisent à engager la « désinflation compétitive », libéraliser les marchés de l'argent, engager la voie vers le Marché unique et l'union économique et monétaire, et déréguler le système financier administré (et plus largement l'« économie d'endettement »). Limites également perceptibles dans la politique industrielle, où l'action de Matignon se résume à des actions ponctuelles face à l'ouverture progressive à la concurrence, y compris d'entreprises publiques comme les PTT, éclatée entre France Telecom et La Poste. Enfin, c'est le cas de l'Éducation nationale, définie comme priorité budgétaire nationale, et dont la politique publique se trouve largement dominée par les mesures de revalorisation salariale et d'expansion de la politique universitaire mise en œuvre par Lionel Jospin (numéro 2 du Gouvernement) à travers la loi d'orientation du 10 juillet 1989.

Enfin, une ultime partie détaille quelques-uns des soutiens dont Rocard dispose au sein de la social-démocratie européenne et de l'Internationale socialiste. Mais les contributions montrent que son audience a quelque peu décliné lors de ces années passées à Matignon, par rapport à la décennie antérieure, où son capital d'influence reposait sur l'orientation ouvertement social-démocrate qu'il défendait contre la figure de F. Mitterrand et la « première gauche ».

Face à cet ensemble d'une incontestable richesse, indiquons quelques pistes de réflexion comme autant de questions ouvertes, dans quatre domaines. D'abord, les archives conduisent, comme souvent, à un certain effet de sources. À demeurer dans les papiers du cabinet de Matignon, on ne mesure pas toujours l'action du ministre, à d'autres échelles, celle des militants, des électeurs et de la société tout entière. Depuis 1982, les gouvernements socialistes ont opéré, sans l'explicitier, un véritable revirement idéologique et culturel qui pèse sur l'ensemble des politiques publiques, alors que les rocardiens en restent au « tournant de la rigueur », qui leur donnerait raison *a posteriori* sur leurs réticences en 1981. Mais les débats au sommet entre courants empêchent de voir les effets de ce revirement auprès des électeurs, et dont l'échec électoral de mars 1993 va témoigner. Deuxième domaine, à propos de la politique sociale, certes fortement rénovée par le RMI et la CSG. Mais cela ne conduit-il pas le système de protection sociale à privilégier « l'assistance » au détriment de l'assurance – qui, en retour, assure des droits – comme le confirme l'allègement des contributions patronales sur les bas salaires, politique poursuivie par tous les gouvernements depuis lors ? Et est-il bien sûr que l'évolution de la fin du XX^e siècle marque irrémédiablement « le déclin de l'objectif de démocratie sociale cher au Conseil national de la résistance » (p. 23) ? Troisième question : ne pouvait-on préciser davantage la contradiction entre la politique économique, financière et monétaire, approuvée par ailleurs, et certains aspects du projet rocardien ? On a bien compris que c'était là le domaine réservé de Bercy, mais on aurait aimé en savoir davantage sur les réflexions de Rocard et de son entourage sur l'ouverture des marchés de capitaux, sur le Marché unique et sur le traité de Maastricht, composantes majeures de l'entrée dans la mondialisation et la nouvelle économie. Une étude confrontant Michel Rocard et Jacques Delors au cours de ces trois années, bien qu'esquissée, aurait sans doute apporté quelques éclairages. Enfin, puisque l'ouvrage n'hésite pas à remonter en amont de ces trois

années, n'aurait-il pas été utile de pousser vers les trois années en aval et de mesurer l'effet du passage à Matignon sur la prise de direction du PS en 1993 et sur l'échec final aux élections européennes de 1994 ?

Michel MARGAIRAZ
Université Paris 1, IDHES (UMR 8533)

ANTHOLOGIE,

*Origines et défaite de l'Internationalisme
en Chine, 1919-1927,*

Montreuil-sous-Bois, Éditions Science Marxiste,
2021, 561 p., ISBN 978-2-490073-33-7

Une note de l'éditeur placée au dos de la page de garde précise quel est le but de cette publication : « ramener à la lumière pour le lecteur français une mine théorique, non pas pour faire de la culture, mais pour fournir des armes théoriques à la bataille

révolutionnaire pour le communisme ». On y apprend aussi que l'auteur de cette anthologie avait le profil adéquat : il s'agit d'Arrigo Cervetto, un révolutionnaire italien, fondateur du minuscule parti *Lotta comunista*, qui fut un militant ouvrier tiraillé entre ses tendances libertaires et son adhésion intellectuelle au léninisme.

Cette anthologie vise, comme il l'écrit p. 262, « à mettre fin à la tentative d'ensevelir sous une épaisse couche d'oubli le souvenir du puissant mouvement ouvrier qui secoua les villes chinoises de 1925 à 1927 ». Il arrête sa compilation en 1927 quand la stratégie erronée imposée par Staline à l'Internationale communiste permit à Chiang Kai-shek de déclencher la contre-révolution. On retrouve donc dans cet ouvrage de longs passages significatifs de toute la littérature d'inspiration trotskyste apparue après le livre pionnier d'H. Isaacs, *La Tragédie de la Révolution chinoise*, ainsi que de longs extraits de ces classiques d'inspiration marxiste de l'histoire du mouvement ouvrier chinois que sont les livres portant ce titre écrits par Deng Zhongxia puis par Jean Chesneaux. Le choix fait par l'auteur d'une vision qualifiée par lui d'« internationalisme » lui permet de ne pas citer les ouvrages critiques de cette interprétation. La thèse omniprésente est que l'on assiste entre 1919 et 1927 à la formation en Chine d'une classe ouvrière consciente de sa mission révolutionnaire et victime de l'aveuglement d'un parti communiste soumis à Staline. Or cette interprétation a été contestée depuis ces cinquante dernières années par de nombreux chercheurs qui ont bénéficié de l'ouverture partielle des archives chinoises : A. Roux, L. Schaffer, G. Hershatter, E. Honig, E. Perry et d'autres ont établi que la réalité du monde ouvrier chinois était fort différente. Ils ont pu observer, lors des mouvements sociaux, le rôle joué par les amicales régionales, les contremaîtres, les entrepreneurs de main-d'œuvre, les sociétés secrètes. Les dizaines de milliers d'« ouvrières de location » (*baoshengong*) travaillant dans les cotonnières de Shanghai – qui étaient des esclaves temporaires achetées à leurs parents par des recruteurs mafieux – ont été tenues à l'écart du monde ouvrier. Si l'on cherche ce qu'il y a derrière certains syndicats révolutionnaires, on trouve le *Qing Bang*, le *Hong Bang*, le *Gelaohui*, qui sont des avatars de la Triade. Les militants communistes les plus efficaces en milieu ouvrier, comme Li Qihan ou Li Lisan étaient devenus des « frères jurés », pour y pénétrer. Le maintien d'une combativité ouvrière à Shanghai après le déclenchement de la terreur où A. Cervetto, citant un de mes livres, trouve la preuve de l'existence d'une classe ouvrière définitivement constituée, s'explique bien mieux, comme l'a montré E. Perry, par sa fragmentation : une grève est souvent limitée aux travailleurs de la même région ou regroupés sous le même agent recruteur et logés

dans les mêmes dortoirs. Les chefs de ces formations sociales traditionnelles sont presque toujours des «frères jurés» de la Triade. Le mouvement ouvrier dans ces usines dispose ainsi de solides racines dans les ateliers qui lui permettent d'obtenir des succès. Certes, le 12 avril 1927, à Shanghai, les voyous du *Qing Bang* (la «Bande Verte») sont à l'avant-garde de la terreur blanche. Mais ce sont souvent des membres du *Qing Bang* qui suscitent et encadrent des grèves : ils offrent leur aide aux patrons pour y mettre fin, mais après avoir obtenu quelques avantages pour les ouvriers, rackettés à leur tour. Ce double racket est à l'origine de plus d'une grève. Ce rôle de structures mafieuses fait que les conflits sont souvent horizontaux. Ils opposent entre eux des groupes d'ouvriers d'origines géographiques différentes encadrés par ces structures traditionnelles. Limités en extension, ces mouvements confortent les tendances corporatistes du mouvement ouvrier dont Mao Zedong se plaint en juin 1923 quand il rencontre Maring, un dirigeant de l'Internationale communiste : il lui dit «avoir perdu son temps à vouloir organiser les ouvriers du Hunan». S. Smith, revisitant la même période 1925-1927 qui voit le mouvement ouvrier à Shanghai, dans la région de la rivière des perles, puis à Wuhan jouer un rôle spectaculaire, insiste sur l'importance prépondérante du nationalisme dans cet activisme ouvrier : ce ne fut que tardivement, en 1948, que les ouvriers chinois, exaspérés par une inflation incontrôlable, se détachèrent du Guomindang. L'expérience de classe et la conscience de classe n'aboutissent pas forcément à une action de classe de nature révolutionnaire. Comme l'a écrit E.P. Thompson dans sa *Formation de la classe ouvrière anglaise*, «la classe est un rapport et non une chose». Selon le contexte, cette classe se dissout ou se reconstitue. On est loin du tableau tracé par A. Cervetto.

Malgré ses limites, ce livre, d'une excellente qualité formelle, fait ressurgir des inconnus de l'histoire qui ont lutté pour mettre fin à «une histoire qui compte quatre mille ans de cannibalisme», comme l'a dit Lu Xun, le plus célèbre écrivain chinois du siècle dernier. Ainsi, p. 195-197, ce Li Zhong, un condisciple de Mao Zedong à l'École normale de Changsha qui se fit embaucher comme tourneur à l'arsenal de Shanghai où il fonda un syndicat révolutionnaire. La Chine actuelle ne correspond pas aux rêves de ces intellectuels de province qui voulurent faire comprendre aux ouvriers leur mission historique.

Alain Roux
Inalco

ALEX TOSHKOV,
Agrarianism as Modernity in 20th-century Europe. The Golden Age of the Peasantry,
Londres, etc., Bloomsbury Academic, 2019, 231 p.,
ISBN 978-1-3500-9055-2

L'ouvrage d'Alex Toshkov s'inscrit dans le renouveau de l'histoire des politiques agraires durant l'Entre-deux-guerres dont témoignent, chacun à leur manière, les ouvrages de T. Saraiva (*Fascists Pigs*, Cambridge 2016), d'A. Chatriot (*La Politique du blé*, Paris 2016) ou encore le volume édité par L. Fernandez Prieto, J. Pan-Montojo et M. Cabo (*Agriculture in the Age of Fascism*, Turnhout 2014), pour ne citer que quelques références importantes. Compte tenu du renouvellement de l'historiographie depuis vingt ans, on ne sera pas surpris par le titre de l'ouvrage, *Agrarianism as Modernity*, l'entre-deux-guerres constitue en effet une période d'intense expérimentation tant dans les régimes totalitaires que dans les régimes démocratiques.

L'intérêt de l'ouvrage réside dans le double décentrement de cette problématique de modernisation. D'une part il s'intéresse à des espaces qui ont peu attiré l'attention (la Bulgarie et de manière plus accessoire, en définitive, la Tchécoslovaquie et la Croatie). D'autre part, il prétend démontrer que le mouvement agrarien avait, au moins dans ces pays, un caractère foncièrement démocratique qui visaient à rendre possible l'affirmation d'une subjectivité paysanne. L'ouvrage ne constitue donc pas une histoire des partis agrariens (ou paysans) de l'Europe de l'Est, qui viserait à corriger les omissions de l'historiographie ou le dédain qu'inspire les mouvements agrariens de pays périphériques. L'auteur prend réellement au sérieux l'affirmation de Stamboliiski, Premier ministre bulgare entre 1919 et 1923, selon lequel il n'existe, en Europe au sortir de la Première Guerre mondiale, que deux expériences politiques importantes : celle de Lénine et la sienne.

L'introduction donne le ton. Elle s'ouvre sur l'analyse d'une caricature de Stamboliiski, leader du parti agrarien bulgare, qui gouverne la Bulgarie pendant près de quatre ans avant d'être assassiné suite au coup d'État de juin 1923. Dans cette caricature, qui orne la couverture de l'ouvrage, les initiales de l'artiste, AB et non AG comme des yeux – influencés par l'occident – inexpérimentés l'ont cru, permettent de replacer le mouvement agrarien panslave, qui a donné naissance à l'internationale verte (*green international*), dans une perspective nouvelle à la fois démocratique, pacifiste et modernisatrice et qui prétend être une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme.

Au fil des chapitres, A. Toshkov ouvre de nouvelles voies de recherches. Les chapitres sont organisés selon un schéma plus ou moins identique. Sur la base d'une étude de cas détaillée, l'auteur entame un dialogue extrêmement riche, critique et passionnant avec un ou plusieurs massifs historiographiques.

Si l'ouvrage est parfaitement cohérent, le chapitre 3, pleinement représentatif de la méthode adoptée par l'auteur, en constitue le point d'orgue. Avant de l'examiner plus avant, soulignons que le parti agrarien bulgare était opposé aux guerres des Balkans et à l'implication de la Bulgarie dans la Première Guerre mondiale. Pour les nationalistes bulgares, Stamboliiski et son parti sont des traîtres. Comme l'indique l'auteur, pour Stamboliiski, le nationalisme est subordonné à l'agrarianisme. Dans ce troisième chapitre A. Toshkov s'intéresse au processus de construction de la nation à partir de la réforme orthographique que le parti agrarien bulgare (BANU – *Bulgarski Zemedelski Narodni Suiuz*) entend imposer contre l'avis de l'université et des autres partis. La réforme de l'orthographe, qui sera finalement adoptée dans ses grandes lignes par le régime communiste après la Seconde Guerre mondiale, est loin d'être neutre sur le plan politique. Elle représente un vecteur de démocratisation et un moment d'affirmation de la souveraineté populaire auquel le coup d'État de juin 1923 met fin. Elle constitue un moyen d'atteindre l'objectif des agrariens bulgares et de Stamboliiski qui est de permettre l'affirmation de la subjectivité des paysans et de leur autonomie dans un cadre national rénové. Comme l'indique l'auteur, « l'importance politique/culturelle de la réforme de l'orthographe réside dans sa tentative d'ouvrir la politique en éradiquant un marqueur qui provoque une différence » (p. 85).

On ne sera donc pas étonné que, dans le cadre de ce chapitre, l'auteur engage un dialogue intense et fructueux avec les études sur la question des nationalités et les *subaltern studies*. Cette double référence ne doit bien sûr rien au hasard puisque, selon l'auteur, l'histoire du mouvement agrarien (bulgare en particulier) est l'histoire de l'affirmation de la subjectivité du monde paysan et celle de la volonté de mettre

en place une modernité alternative au capitalisme dans laquelle la question nationale tient toute sa place. Après une critique assez convaincante de la distinction de la définition civique vs ethnique de la nationalité et de l'historiographie sur la construction de l'idée de nation, l'auteur envisage l'apport des *subaltern studies*. Il avance une idée qui nous semble féconde et qui est à la racine de sa démonstration. Selon lui il n'y a pas lieu, comme l'indique les *subaltern studies* d'opposer l'*Ouest et le reste* dans la mesure où les alternatives à la modernité occidentale peuvent aussi se rapporter à l'Europe de l'Est, sauf à essentialiser l'Europe. De là découle nous semble-t-il l'essentiel des développements d'un ouvrage qui incite à creuser de nombreuses pistes de recherches : instrumentalisation politique de la corruption, destin de la paysannerie et de ses prétendus représentants suite à l'effondrement du bloc de l'Est, etc. À n'en pas douter, *Agrarianism as Modernity* provoquera des débats au-delà du cercle des spécialistes de l'histoire agraire de l'Entre-deux-guerres.

Laurent HERMENT

CNRS, CRH (UMR 8558 EHESS-CNRS)

ÉTIENNE PEYRAT,

Histoire du Caucase au xx^e siècle,

Paris, Fayard, 2020, 364 p., ISBN 978-2-213-71246-8

L'ouvrage d'Étienne Peyrat s'inscrit dans le prolongement de sa thèse soutenue en 2015 et intitulée *Retrouver le Caucase. Histoire d'une diplomatie frontalière, 1905-1938*. Les éditions Fayard semblent avoir exigé de l'auteur un travail d'allègement considérable ainsi qu'un élargissement du cadre chronologique initial. Faire un tour d'horizon de l'histoire du Caucase en 364 pages est une gageure et on sait que les ouvrages de synthèse sur ce sujet font notoirement défaut. L'historiographie du Caucase est en effet très compartimentée selon que l'on s'intéresse à l'histoire des peuples « Montagnards » du Nord-Caucase ou bien à la Transcaucasie, c'est-à-dire le Caucase-sud dont l'Empire russe entreprend la conquête au début du XIX^e siècle, aux dépens de l'Empire ottoman et de la Perse. Elle est de surcroît l'objet d'historiographies cloisonnées – d'abord par les langues – pour ne pas dire concurrentes selon les nations, nationalités et ethnies caucasiennes. Peut-on tenter d'écrire « une » histoire « du » Caucase dans un long ou bref ouvrage de synthèse ? Certains spécialistes comme J. Forsyth (Cambridge 2013) ont tenté avant É. Peyrat, de relever ce pari sans toutefois pleinement parvenir à produire de véritables ouvrages de référence destinés à l'enseignement universitaire. L'histoire du Caucase en effet, ne peut s'écrire de façon linéaire de la proto-histoire à nos jours. L'ouvrage a cependant la sagesse de se limiter au seul XX^e siècle : il examine l'histoire du Caucase contemporain, ancienne marge et région de contact entre les empires russe, ottoman et perse, des premières années du XX^e siècle aux conséquences de la chute de l'Union soviétique (1991).

Depuis sa thèse, tous les efforts d'É. Peyrat visent à engager une nouvelle lecture de l'histoire du Caucase, surdéterminée selon lui par les enjeux géopolitiques et la perspective du « choc » des Empires, et son cortège de violences et de conflits. On retrouve le projet initial de l'auteur dans cet ouvrage qui cherche à restituer l'autonomie et l'originalité d'une frontière impériale, mais encore, d'une réalité transnationale faite de circulations humaines, matérielles et culturelles. Toute la question est cependant de savoir si ce postulat limité à une chronologie précise dans le cadre de la thèse d'É. Peyrat peut s'étendre, probablement selon les souhaits de l'éditeur, à toute l'histoire du XX^e siècle. « Par quelles voies, dès lors, écrire une histoire du Caucase

pour lui-même, prenant en compte l'influence d'acteurs régionaux sur la politique des grands empires de la région, de la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'émergence d'un ordre post-Guerre froide dans les années 1990 ? » s'interroge l'auteur dans l'introduction (p. 25). Particulièrement bien armé sur le plan linguistique pour affronter le terrain polyglotte des archives locales, dont les références se déploient dans d'abondantes notes renvoyées en fin de chapitre, É. Peyrat a utilisé les archives léguées par les élites politico-administratives ainsi que les correspondances consulaires. Le lecteur retrouvera ce matériau dans les premiers chapitres du livre qui examine le grand cycle révolutionnaire des trois Empires de 1905 à 1917 (révolution Jeune-Turque dans l'Empire ottoman, révolution constitutionnaliste en Perse, révolutions russes de 1905 et de 1917), les fronts et les frontières de la guerre caucasienne – un front généralement oublié par les historiens de la Grande Guerre – les géographies de l'effondrement impérial puis les réseaux de révolutionnaires, marchands et diplomates. L'évocation très réussie de cette « micro-diplomatie » caucasienne s'inscrit résolument sur les traces des *Colporteurs du Komintern* (T. Ter Minassian, Paris 1997).

Cette vision surplombante directement issue de la thèse de l'auteur est particulièrement intéressante tout comme le chapitre 8 consacré au gel et au dégel de la frontière caucasienne durant les années 1950 même si le lecteur n'est pas suffisamment amené à comprendre en quoi la frontière caucasienne doit être considérée comme la première frontière de la Guerre froide entre l'URSS et l'OTAN dont la Turquie devient membre en octobre 1951. É. Peyrat évoque en particulier le grand rapatriement des Arméniens de la diaspora (*nerkaght*) vers l'Arménie Soviétique en 1946-1947 ainsi que les échanges de populations entre la RSS d'Arménie et la RSS d'Azerbaïdjan, mouvements de population contribuant au renforcement des nationalités titulaires dans chacune des républiques fédérées. « Au besoin arménien de libérer des terres pour l'installation des rapatriés répond en effet la volonté azérie d'intensifier l'exploitation des régions cotonnières à la frontière avec l'Iran » (p. 197-198). Les deux derniers chapitres de l'ouvrage évoquent la période post-stalinienne dans les républiques soviétiques du Caucase, époque foisonnante sur le plan culturel et de l'avis de beaucoup, la seule époque heureuse où la conjonction du dégel stalinien et des pénuries moins éprouvantes qu'en Russie, a produit à la fin des années 1960 et au début des années 1970, un certain art de vivre caucasien. É. Peyrat évoque dans cette perspective « la vie souterraine du national » constatant la résurgence au milieu des années 1960 d'une « question nationale que le régime soviétique se félicitait, ouvertement en tout cas, d'avoir résolu » (p. 229). Les revendications nationales notamment à propos de l'épineuse question du Haut-Karabagh, région à majorité arménienne enclavée sur le territoire de la RSS d'Azerbaïdjan, renaîtront dans le contexte de l'effondrement de l'URSS jusqu'à l'explosion de la « nouvelle poudrière caucasienne », la « première » guerre du Karabagh (1988-1994) et plus récemment encore, jusqu'à la guerre des 44 jours (2020) initiée par l'Azerbaïdjan. Toutefois, l'auteur semble moins à l'aise dans l'imbroglio caucasien des années 1990 d'ailleurs trop rapidement évoqué dans la conclusion et en quelques pages seulement. Ainsi, É. Peyrat écrit que « Karen Demirchian essaiera pour sa part en vain de reprendre le pouvoir en 1998 à Erevan » (p. 275) sans mentionner dans le même passage la tuerie du parlement du 27 octobre 1999 dont l'ancien premier secrétaire du Parti communiste d'Arménie fut justement l'une des victimes.

IRINA FLIGE,
Sandormokh.

Le livre noir d'un lieu de mémoire,
Paris, Les belles lettres, 2021, 167 p.,
ISBN 978-2-251-45129-9

Sandormokh: ce nom résonne tragiquement pour désigner l'espace d'un vaste charnier de la Grande Terreur stalinienne mais proclame pourtant une victoire sur le silence et l'oubli par l'édification *in situ* d'un lieu de mémoire dans le nord de la Russie. Le livre d'Irina Flige est le récit de l'enquête qui a conduit au dévoilement de ce lieu et à ce qu'il est devenu. Tour à tour effrayant, bouleversant, ce récit relève le grand défi de réincarner l'histoire des violences paroxystiques du XX^e siècle soviétique, en témoignant du sens mais aussi des contraintes extrêmes qu'une telle quête rencontre dans la Russie d'aujourd'hui. Le sens de cette quête, I. Flige la personnifie en tant que responsable de l'association Memorial de Saint-Pétersbourg, une organisation qui, créée dans l'élan du processus de démocratisation gorbatchévien, se dédie depuis lors à la mémoire des victimes du stalinisme, leur redonnant noms et place dans l'histoire pour restaurer la dignité humaine et susciter une démarche collective de réparation.

L'enquête dont il est question porte sur les lieux d'exécution et d'inhumation d'innombrables disparus, fusillés en réponse aux décisions staliniennes de 1937, de « purger » la société de ses éléments dangereux et indésirables par la condamnation aux travaux forcés dans les camps du goulag, pour les uns, ou à l'exécution capitale pour les autres, en particulier parmi ceux déjà détenus dans les camps. Cette grande vague de terreur engagée par l'État soviétique contre ses citoyens, qui entraîna près d'un million d'exécutions, résiste(ra) toujours à l'entendement rationnel de ses causalités, mais les modalités de sa réalisation sont en revanche bien connues à travers une somme importante de travaux historiques, basés sur les archives disponibles. Celles-ci cependant ne révèlent pas tout, elles ne disent rien, en particulier, des lieux ultimes où ont été massacrées et ensevelies les victimes. I. Flige et V. Ioffe, son compagnon, s'intéressaient tout particulièrement à ce qu'il était advenu des corps des détenus des Solovki, ce premier ensemble insulaire concentrationnaire soviétique du Grand Nord, dont le pouvoir exigea en 1937-1938 qu'il fournisse son « quota » d'individus à liquider. Après bien des tâtonnements et plusieurs années de recherche, l'enquête des deux historiens finit par croiser celle que menait, de leur côté, des membres de Memorial en Carélie, région carrefour stratégique, située sur la route des Solovki et traversée par l'un des grands chantiers du Goulag pour la construction du canal Baltique-Mer Blanche (Belbaltlag). L'un d'entre eux était I. Tchoukhine, ancien inspecteur du ministère de l'Intérieur de Carélie qui, grâce à sa position, put obtenir accès aux archives de la Sécurité d'État et contribua ainsi à l'avancée considérable des connaissances sur la Grande Terreur dans la région. À ses côtés, l'historien I. Dmitriev s'était attelé à la tâche gigantesque d'identifier et de répertorier les victimes de Carélie. Or, il s'avéra, après moult recoupements, que la quête des uns et des autres, relative aux lieux des crimes de masse convergeait en un site près du hameau de Sandormokh, ce qu'allaient bientôt confirmer les premières fouilles de Iouri Dmitriev et sa mise à jour de plusieurs charniers dans la forêt alentour. En 1997, Sandormokh est intronisé comme cimetière mémoriel des victimes de la Grande Terreur.

Mais de quelles victimes s'agit-il? La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à cette question, analysée à travers l'édification de divers monuments qui rendent compte de la pluralité de ce lieu de mémoire, des cérémonies commémoratives annuelles où cette pluralité s'exprime, se confronte. Les charniers des suppliciés des

Solovki contenait pour l'essentiel les dépouilles d'élites tôt déportées dans le Grand Nord. S'y trouvaient des prélats de l'orthodoxie, aux côtés d'intellectuels « bourgeois » russes, mais aussi ukrainiens, polonais, juifs de ces différentes nationalités... D'autres charniers du lieu témoignent eux des innombrables victimes anonymes de la Grande Terreur en Carélie, région particulièrement touchée par les grandes répressions en raison, notamment, de sa position frontalière avec la Finlande. Lors des journées de la mémoire, les Caréliens, nombreux se retrouvent dans ce lieu proche pour se recueillir dans l'intimité de leurs morts, tandis que de vastes délégations officielles polonaises, ukrainiennes et autres, se déploient démonstrativement autour des monuments qui commémorent leurs élites. Une co-présence qui a peiné à trouver les formes d'un être ensemble mais qui, au fil des décennies, a fait de Sandormokh le plus grand lieu de mémoire ethno-confessionnel de Russie.

Un tournant s'est cependant opéré, au milieu des années 2010, en écho aux offensives nouvelles du gouvernement russe. L'annexion russe de la Crimée et l'émergence des régions sécessionnistes d'Ukraine ont entraîné la disparition de la présence des Ukrainiens aux journées commémoratives. Sandormokh s'est alors affirmé comme un lieu de résistance civile et internationale avec la venue de diplomates allemands, suédois, etc. Mais la politique offensive de Poutine s'attaque à la légitimité même du lieu contestant via une pseudo commission historique l'origine des charniers, qui seraient ceux de prisonniers de guerre soviétiques lors de la guerre soviéto-finlandaise de 1939-1940. Cette offensive s'est traduite, tragiquement, par la persécution engagée à l'encontre de I. Dmitriev, principal découvreur des charniers : arrêté en 2016 sous l'accusation d'abus sur mineure, l'historien a été condamné en 2020 à treize ans de réclusion criminelle dans une colonie pénitentiaire à régime sévère. « L'affaire Dmitriev » comme la détaille N. Werth dans sa postface, ou le coût de l'engagement, aiguise le combat mené contre un pouvoir qui, au nom de l'injonction à porter fièrement les valeurs de la Russie, s'en prend à ceux qui tentent coûte que coûte de faire advenir la conscience historique d'un XX^e siècle traumatisé.

Catherine GOUSSEFF

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS-CNRS)

MARIE-CLAUDE MAUREL,

Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990 :

faisceau de droits, relations de pouvoir,

Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté,

2021, 244 p., ISBN 978-2-84867-837-5

L'image de couverture du livre résume excellemment le propos : sur ce cliché du finage d'un village de Moravie sont juxtaposés l'habitat individuel, les lopins-jardins familiaux à l'arrière des maisons, les vastes champs cultivés

et remembrés par la coopérative socialiste et désormais exploités par une grande exploitation sociétaire aux imposants bâtiments qui tranchent dans le paysage. Cette photo dit le télescopage des mutations sur un temps court que Marie-Claude Maurel donne à comprendre en profondeur, grâce à la maîtrise de son objet à la fois « transnationale » et pluridisciplinaire, y compris en examinant en deçà de 1990 les marques des mutations anciennes sur les sociétés et les cultures.

L'ouvrage conjugue en fait trois thèmes principaux. Il offre une réflexion générale sur les droits de propriété à la fois dans leurs principes généraux et dans leurs variantes en cette partie de l'Europe marquée par la succession de régimes différents : instauration tardive de la pleine propriété privée, collectivisation après 1945

et dé-collectivisation post-1990. Un deuxième thème original concerne les décalages entre les mesures institutionnelles prises par les gouvernements et « les mentalités » des intéressés à la terre, paysans mais aussi propriétaires en tous genres, administrateurs, etc. Enfin plusieurs chapitres d'une forte actualité sont consacrés aux effets de l'entrée dans la Communauté européenne et de la PAC sur ces régimes fonciers, avec des tendances convergentes, par exemple à la concentration des exploitations, mais aussi de nettes différenciations selon les pays. Au-delà de cet aperçu général et de la très grande densité de l'ouvrage, je retiendrai quelques approches particulièrement intéressantes au fil des dix chapitres.

Dans le premier, l'auteure propose une relecture de l'histoire de la propriété à l'Est en insistant sur le fait que « la terre n'a pas seulement un statut de bien économique, elle a valeur de patrimoine et de capital symbolique » (p. 27) ; elle est notamment une forme d'expression de la territorialité et de la relation à l'Autre. Dans cette perspective, en Europe orientale, il faut tenir compte de la connexion étroite entre le régime agraire et les aléas d'histoires ethno-nationales très heurtées. Par exemple, dans l'entre-Deux-Guerres mondiales, la politique foncière constitue pour les gouvernements un moyen d'affirmer leur légitimité ; c'est notamment le cas en Roumanie où la réforme agraire après 1918 s'attaque aux grands propriétaires mais vise aussi une « roumanisation territoriale » en favorisant les petits paysans roumains dans la redistribution. De même en Tchécoslovaquie, la réforme agraire s'avère clairement antiallemande (M.-C. Maurel renvoie notamment aux travaux de D. Goesewinkel et M. Spürny, *RHMC*, 61, 2014). Quelques années après l'accès de nombreux paysans aux propriétés et exploitations familiales, l'imposition du modèle collectiviste ne pouvait qu'être un choc, dont on pressent l'ampleur avec l'utile récapitulatif chronologique qui montre l'intensité de la campagne de collectivisation en 1948-1949 surtout (tableau p. 31). Mais M.-C. Maurel ne réduit pas le processus à un phénomène surimposé et unique. Elle reprend notamment la proposition d'H. Kupper de distinguer une triple propriété : propriété d'État, propriété coopérative, propriété personnelle (p. 33) et l'applique aux différents pays pour souligner : « Le modèle collectiviste initial, d'origine exogène se reconfigure et revêt des expressions variées d'un pays à l'autre [...] ». Ce processus d'endogénéisation donne naissance à des variantes du collectivisme qui se caractérisent par les modalités d'intégration à l'économie planifiée, par un rapport spécifique entre les formes de la propriété sociale (étatique et coopérative), le statut de la main-d'œuvre et le mode d'organisation du travail » (p. 34). Un des effets majeurs fut la modification du rapport à la terre et la déresponsabilisation de la majorité des travailleurs, tandis que grandissait le pouvoir des gestionnaires.

Un autre point fort du volume repose sur la proposition, de portée générale, d'une approche renouvelée des changements de système, notamment agraires, appliquée en particulier à la dé-collectivisation. Dans cette approche, dite « évolutionnaire » (p. 36), M.-C. Maurel invite à renoncer à l'idée commune selon laquelle la privatisation post-collectiviste va de soi ; elle adopte un point de vue de *path dependency* – dépendance à l'égard du chemin suivi – selon lequel « ce qui s'est produit à un moment donné du passé peut affecter les résultats d'une séquence d'événements survenant ultérieurement ». Par la comparaison de territoires et d'évolutions diverses, elle suggère d'étudier comment héritages, attitudes des acteurs locaux, interventions étatiques, etc., se combinent en des figures différentes. Elle applique donc cette démarche à la sortie du collectivisme et étudie comment le passage à un autre modèle agricole s'est opéré en fonction des aspirations au changement de la part des citoyens des

pays concernés. Donc aucun modèle *a priori* n'a guidé les politiques de privatisation, plusieurs voies étaient envisageables et ont été suivies. Elles s'accompagnent souvent d'un véritable imbroglio juridique dans la mesure où il s'avère bien difficile d'établir qui sont les propriétaires légitimes, entre ex-grands propriétaires, paysans expropriés par la collectivisation, leurs enfants souvent partis en ville, etc. Dans cette incertitude, les luttes d'influences se trouvent exacerbées; leurs contours et leurs aboutissements sont fortement marqués par la mémoire des expropriations/dépossessions antérieures, mais sous des formules nationales très différenciées (tableaux de synthèse p. 49 et 65). Au terme du processus, on peut retenir la conclusion du chapitre 3 : «Seule une poignée d'acteurs, mieux informés et dotés de ressources, s'est efforcée de prendre en charge leur devenir professionnel. [...] ces acteurs plus entreprenants que les autres ont été à l'initiative de la recomposition des structures de production». En passant trop rapidement sur les applications dans les différents pays selon des trajectoires post-collectivistes divergentes, retenons néanmoins les dynamiques qui font que la fragmentation initiale du foncier cède le pas devant la promotion de diverses structures concentrant l'exploitation. M.-C. Maurel ne manque pas, une fois encore, de souligner que cette tendance lourde se développe selon des degrés et sous des formes variés (par exemple en République tchèque, les grandes sociétés à plus de 1 000 ha s'imposent jusqu'à contrôler plus de 50% de la SAU tandis qu'en Roumanie le contraste demeure entre quelques très grandes entreprises agricoles et une multitude de petites). À n'en pas douter, tous ces aspects seront largement des découvertes pour des lecteurs européens. En prolongement pour eux, on pourrait toutefois souhaiter une argumentation développée sur un point juste posé comme une évidence : qu'entend-on par «modèle européen», terme à plusieurs reprises invoqué? Le singulier a-t-il un sens? Par ailleurs, cette démonstration éclairante appelle à un prolongement stratégique pour le devenir des agricultures européennes : quelles sont les efficacités respectives des différents types d'exploitations et l'homogénéisation des structures d'exploitation – en faveur des plus grandes – est-elle inexorable?

Ce questionnement pourra d'ores et déjà s'appuyer sur les apports cruciaux de la troisième partie de l'ouvrage de M.-C. Maurel, directement en prise sur les évolutions récentes et la PAC. En résumé, elle montre d'abord comment les États qui ont accédé à l'UE ont cherché, en vertu de leurs préoccupations souverainistes appuyées sur leurs traditions paysannes, à réserver l'accès à la terre à leurs ressortissants, en restreignant la libre circulation du capital, ce qui a, *in fine*, favorisé la concentration foncière. Ensuite, les aides de la politique agricole commune ont accéléré les changements structurels et notamment les effets de polarisation plus ou moins accentués selon les pays. Dans ce cadre, les aides directes, attribuées aux plus grandes exploitations agricoles dans le cadre du premier pilier de la PAC (selon le schéma 2013 en cours de révision en 2021 et prévoyant que les trois quarts des crédits sont affectés aux soutiens des marchés et des revenus des agriculteurs en fonction des superficies exploitées), ont ajouté aux avantages financiers obtenus par des oligarques ou leurs sociétés, avec souvent l'appui des autorités publiques. Les évolutions aboutissent à l'extension – mais pas encore la généralisation- d'une configuration foncière d'accès à la terre sans sa propriété, celle-ci, étant considérée comme une charge financière entravant les investissements productifs et la rentabilité des exploitations. Le «portage foncier» – terme à mon sens peu explicite pour désigner la dissociation de la propriété de la terre de son exploitation – a donc pris une ampleur décisive et permis à une oligarchie de réunir le faisceau des droits sur la terre particulièrement

émiettés et enchevêtrés dans cette Europe à l'histoire agraire heurtée. Remarquons au passage que ces enjeux et débats évoquent ceux du temps des physiocrates en Europe occidentale et rappellent l'importance souvent ignorée des grands fermiers dans une partie de celle-ci (voir J.-P. Jessenne, N. Vivier, « Libérer la terre! », *RHMC*, 63-4, 2016; C. Le Mao, C. Marache (éd.), *Les Élités et la terre*, Paris 2010). Cette évolution associée aux réminiscences culturelles spécifiques et fortes malgré leurs paradoxes – car plutôt ancrées dans les traditions de l'agriculture paysanne – explique la complexité de la mise en œuvre d'une politique agricole commune.

Au total, malgré un titre restrictivement technique et spécialisé, cet ouvrage important offre un équilibre réussi entre d'une part la mise au point savante, appuyée sur des méthodes et des concepts consolidés, d'autre part la diffusion d'informations cruciales, mais peu accessibles, sur les sociétés de l'Europe orientale (hors Russie) et sur des questions agraires décisives pour l'Union européenne.

Jean-Pierre JESSENNE
Académie d'Agriculture de France